ISSN 0024-7650

M 6189 - 1034 - 8,00 F
3796189008001 10340

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 034 - 26 mars 1988 - prix : 8 F

LES TRAVAILLEURS PEUVENT GAGNER LE TROISIEME TOUR...

...CELUI DES LUTTES !

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

LES TRAVAILLEURS PEUVENT GAGNER LE TROISIÈME TOUR... ...CELUI DES LUTTES

Mitterrand candidat veut garantir «une France unie» et promet qu'il sera en mesure, lui, d'apporter « la paix civile » et « la paix sociale ».

Grâce au soutien du Parti Socialiste et pendant longtemps du Parti Communiste, il a pu s'assurer les voix d'une grande partie des travailleurs. Mais ce n'est pas vis-à-vis des travailleurs qu'il prend des engagements : c'est vis-à-vis des bourgeois.

Car à qui promet-il cette « France unie », cette « paix civile », cette « paix sociale »? pour le moindre mal en votant Mitterrand, voteront en réalité pour une politique dirigée contre eux-mêmes. Car cela reviendrait à approuver la politique anti-ouvrière qu'il a menée pendant sept ans. Et cela serait interprété ainsi par la bourgeoisie, qui se sentira les mains libres pour poursuivre une politique d'austérité et pour accentuer ses attaques contre la classe ouvrière.

Sous son septennat comme sous les précédents, la bourgeoisie et les gouvernements n'ont pas cessé une minute de mener la guerre sociale, la guerre contre la classe ouvrière. Ils ont bloqué les salaires, licencié, remis en cause les acquis des travailleurs, réduit une bonne partie d'entre eux au chômage, au travail précaire ou à l'intérim, quand ce n'est pas aux TUC pour les jeunes.

La «paix sociale», cela ne veut pas dire que les patrons cesseront de s'attaquer à la classe ouvrière. Cela veut dire que Mitterrand les mettrait dans de meilleures conditions pour le faire sans qu'elle se défende. Et c'est de cela qu'il veut convaincre, pendant sa campagne électorale, les bourgeois, les électeurs de droite qui hésitent entre lui et Barre ou Chirac.

★ ★ ★

Alors, les travailleurs, qui se laisseraient tromper encore une fois et qui penseraient voter

Et que ce soit Barre, Chirac ou Mitterrand qui remporte le deuxième tour de l'élection présidentielle, c'est de toute façon le même programme, la même politique qu'on nous demande de plébisciter ; une politique dirigée avant tout contre les travailleurs.

Alors, pour que les travailleurs soient gagnants, il faut qu'il y ait un troisième tour. Dans quelques entreprises du pays, les travailleurs ont commencé à voter d'une autre façon, de la seule façon qu'a le monde du travail pour se faire entendre réellement : avec les armes de la lutte de classe, et en premier lieu la grève, notamment pour réclamer 1 000 F ou 1 500 F d'augmentation par mois, ce qui représente ce qu'un salarié du bas de l'échelle a perdu depuis le blocage des salaires de 1982.

C'est si ces grèves se généralisaient que la bourgeoisie pourrait prendre peur, et se trouverait contrainte de céder. Et c'est ce troisième tour-là qu'il faut préparer.

★ ★ ★

Parmi les candidats du premier tour, il n'y a qu'une candidate pour le dire. Alors, si les travailleurs veulent indiquer qu'ils en sont conscients, qu'ils ne sont pas dupes de la comédie électorale, ils n'ont pas le choix. Il n'y a qu'un seul bulletin à utiliser, celui qui représente le vote le plus clair même si c'est le plus minoritaire, le seul qui permet de voter clairement pour le camp des travailleurs : c'est le vote pour Arlette Laguiller.

C'est la seule façon de montrer qu'il y a des travailleurs, de plus en plus nombreux, qui préparent consciemment ce troisème tour social, le seul que la classe ouvrière puisse gagner. Et souvenons-nous que 500 000 travailleurs en lutte peuvent changer les choses bien plus efficacement que quelques millions d'électeurs qui auraient choisi de ne pas dire ce qu'ils pensent sous prétexte de choisir le moindre mal.

Mitterrand candidat :

Mitterrand est donc candidat. Le sphinx a parlé. En langage qui se voulait gaulliste. En plagiant la façon dont De Gaulle, en 1965, avait présenté aux « *Françaises, Français...* » sa candidature, un mois et un jour avant le premier tour. Dans les délais de rigueur ! Et comme De Gaulle qui se plaçait au-dessus du « *jeu stérile des partis* », Mitterrand essaie de prendre toujours plus de hauteur, de distance, avec ceux qui déjà une fois l'ont fait président.

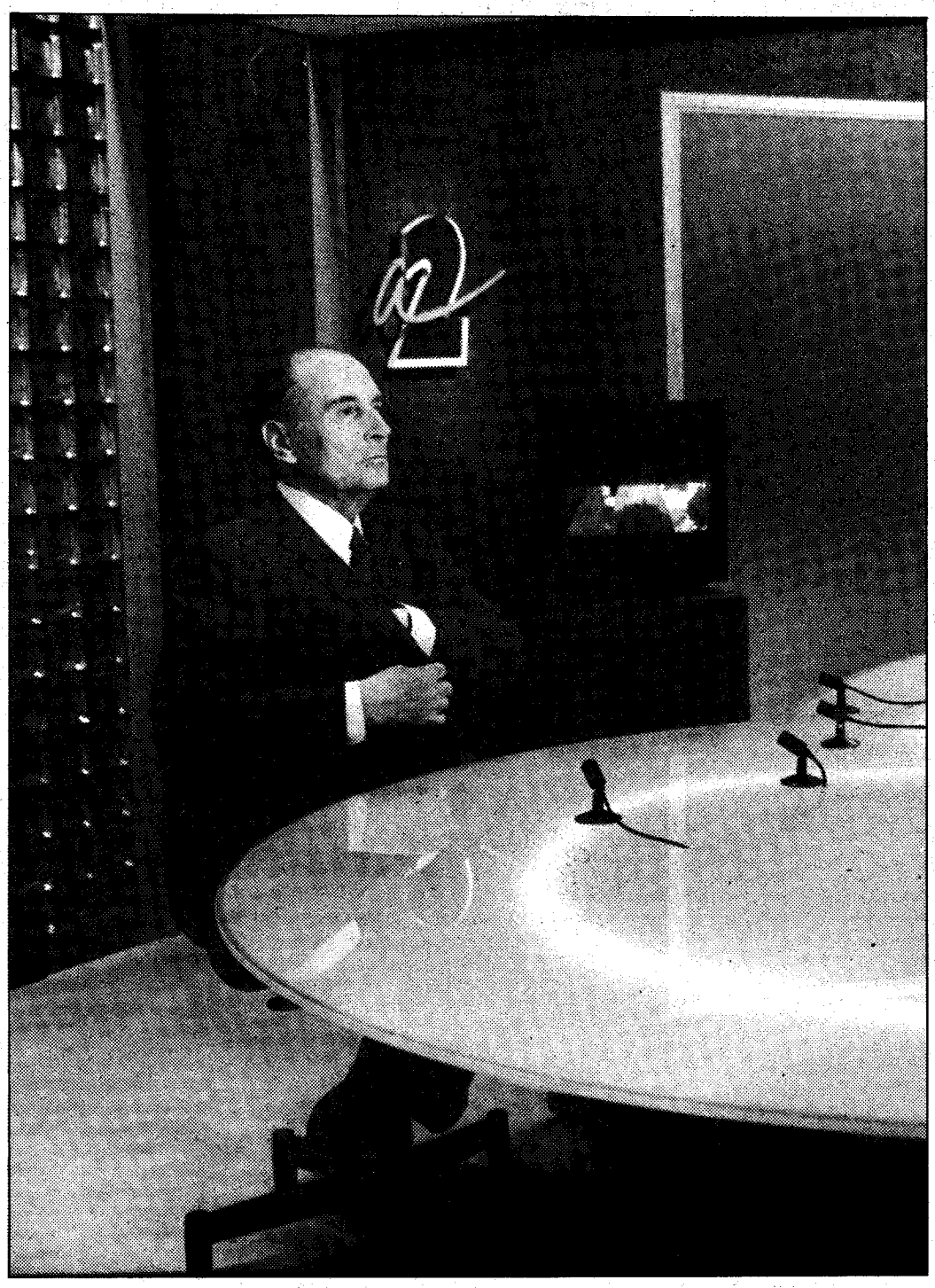
SUR LES PLATES-BANDES DE BARRE ET CHIRAC

Mitterrand a déjà pris des voix à pas mal de courants, du champ avec pas mal de partis qui l'ont servi dans sa carrière. Lui qui a d'abord été un politicien centriste, ami de gaullistes comme Chaban-Delmas ; puis, face à De Gaulle, à partir de 1958, un politicien recherchant des voix du côté du Parti Communiste et du nouveau Parti Socialiste qu'il a contribué à relever au début des années 1970 ; lui qui a su faire feu de tout bois, ou presque, depuis quarante ans, prend maintenant de la distance – ou essaye – non seulement avec le Parti Socialiste mais avec tous les partis.

Mitterrand continue dans le sens, qui lui a déjà pas mal réussi, du rassemblement vaste et œcuménique des bulletins de vote sur son nom. Et c'est pourquoi, à Antenne 2 où il a fait sa déclaration, il a surtout été apaisant : il a parlé de « *paix civile* », de « *paix sociale* », de « *paix* » et de « *désarmement* » tout court. Dans le même sens, il s'est dit partisan d'une « *France unie* », qui ne le sera pas « *si elle est prise en main par des esprits intolérants, par des partis qui veulent tout, par des clans ou des bandes* ».

Mitterrand s'est amusé un peu à exciter ses rivaux. Il faut bien que la campagne commence ! Mais rien d'inattendu, rien de méchant.

A vrai dire, les flèches décochées contre les partis visaient surtout le RPR de Chirac, dont Barre lui-même se plaint qu'il a pris toutes les places, qu'il a truffé tout l'Etat de ses amis, sans même partager avec l'UDF qui est pourtant, depuis 1986, la deuxième composante gouvernementale. Et, en montrant du doigt Chirac, Mitterrand fait comme de l'œil à Barre en lui laissant entendre que la nouvelle « majorité présidentielle » qui pourrait sortir de la prochaine élection pourrait être plus loyale et généreuse en postes et en places, à bien des niveaux, avec ceux qui auraient contribué sinon à la faire, du moins à lui permettre de gouverner. Et pourquoi pas avec des barristes qui, si Barre était écarté au premier tour, pourraient, sans aller jusqu'à aider (du moins ouvertement) à l'élection de Mitterrand au deuxième tour, entrer ensuite dans un gouvernement dirigé par un socialiste respectable. Et qui serait d'autant plus respecté par des barristes qu'ils auraient davantage de postes et de considération dans son gouvernement qu'ils n'en ont dans celui de Chirac.



Homme de gauche ou homme de droite ? En tout cas, du côté des portefeuilles bien remplis. (Ph. Georges Merillon - Gamma).

Il y a probablement ces arrières-pensées dans les attaques de Mitterrand contre les clans, les groupes, les factions... Et Barre vient de répondre au clin d'œil de Mitterrand en déclarant qu'il ne censurerait pas automatiquement un gouvernement désigné par Mitterrand.

Mais ces piques à l'égard des partis et de leurs querelles se voulaient probablement aussi taquines avec la mouvance socialiste ou radicale où toutes les sensibilités guerroyent, qu'avec les concurrents, Chirac, Barre ou Le Pen, et ces piques n'étaient pas de celles sur lesquelles on plante des têtes !

Mais les journalistes des quotidiens Hersant and Co. les ont vues assassines. Alain Peyrefitte, dans *Le Figaro*, a dénoncé le chantage à la « *guerre civile* » que ferait Mitterrand ! Et Philippe Tesson dans le *Quotidien de Paris*, titrait : « *l'agression* », en énorme, à la Une, et parlait d'un « *Mitterrand imposteur* », qui « *ment au pays, jette le trouble dans les esprits, provoque la confusion, excite la peur et la haine* ».

A croire cette presse de droite, Mitterrand ne voudrait être élu que pour fêter le bicentenaire de la révolution de 1789, dans un peu plus d'un an, par des pendaisons à la lanterne ! Pourtant, Mitterrand n'est ni si « *sectaire* », « *cynique* » et « *provoquant* » que Tesson le dit puisqu'il a fait son ami d'un dénommé Dominique Jamet, ancien journaliste... du *Quotidien de Paris !*

Mais c'est probablement parce qu'ils craignent que Mitterrand ne ratisse trop large, et même sur leurs plates-bandes, qu'ils voudraient le faire passer pour un dangereux partisan socialiste.

De là cette quasi-unanimité de la presse de droite à présenter l'interview de Mitterrand comme agressive.

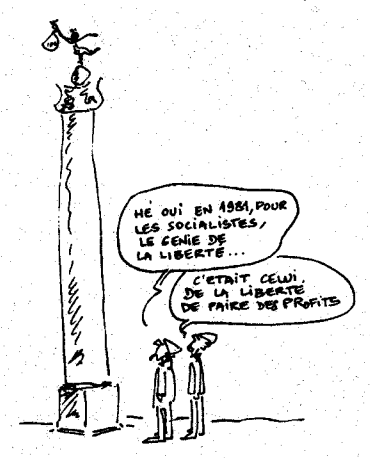
Mais tout cela, ce sont les péripéties pré-électorales. Après les élections, la seule guerre que livreront ces gens-là – quels qu'ils soient, ensemble ou séparément – c'est la guerre de classe de la bourgeoisie contre la classe ouvrière.

Michelle VERDIER

Il y a 7 ans

(Photo AFP)

Le gouvernement Mauroy.
Au premier plan, de gauche à droite : Mauroy, Mitterrand, Defferre, Fiterman, Chevènement.



Au temps où la gauche gouvernait
1981-82 : D'UN PETIT 10% POUR LE SMIC AU BLOCAGE DES SALAIRES

«Le 10 mai, c'est l'espoir» claironnait François Mitterrand au lendemain de sa victoire à l'élection présidentielle de 1981. Il était élu pour 7 ans, un président «socialiste» remplaçait Giscard d'Estaing. Et fort des illusions suscitées par son élection dans le *«peuple de gauche»*, qui était allé *«danser à la Bastille»*, au soir du 10 mai, et fort surtout de la loi électorale de la Ve République, qui accordait au PS une majorité absolue des sièges à l'Assemblée, avec simplement 37,5% des voix, majorité qui allait permettre à la gauche de gouverner sans entraves, Mitterrand annonçait : *«l'espérance de notre peuple est immense et notre responsabilité historique»*. Les dirigeants socialistes s'installaient joyeusement dans les ministères, faisant, dans un premier temps, une petite place à des transfuges venus «d'ailleurs», comme Michel Jobert, avant que Mitterrand n'offre 4 strapontins ministériels au Parti Communiste dans le nouveau gouvernement Mauroy qui se créait au lendemain des législatives. C'est ainsi que débuta ce que les chroniqueurs ont baptisé *«l'état de grâce»*, cette période où à en croire un journaliste du *Monde*, *«l'air était plus léger»*... Et voilà pour le côté mythologie...

En fait, qu'en a-t-il été de la politique du gouvernement socialiste à ses débuts, dont on nous dit encore aujourd'hui que ce fut *«le moins pire»*... entendons que cela empira par la suite avec la rigueur, puis l'austérité, le blocage des salaires, les licenciements, l'accélération du chômage et finalement le retour à un gouvernement de droite ? Qu'en fut-il de cette période que les partisans de Mitterrand d'aujourd'hui nous décrivent comme *«le bon temps»*, celui des avancées sociales, celui qui justifierait et excuserait tous les renoncements, tous les sacrifices ultérieurs ?

Fin 1981, André Laurens, rédacteur du *Monde*, journal dont les sympathies sont acquises à Mitterrand, tirait le bilan des premiers mois du gouvernement socialiste en ces termes : *«Comme témoins il faudrait citer les smicards, les bénéficiaires de prestations sociales, les 6200 détenus libérés après les mesures d'amnistie, les condamnés à mort qu'on n'exécutera pas et les criminels qui ne seront plus passibles de la peine capitale (...); les étrangers qui ne seront plus menacés d'expulsion, les travailleurs immigrés qui peuvent régulariser leur situation...»*

Les mesures les moins chères sont les meilleures

Effectivement, dès le 3 juin 1981, le SMIC était relevé de 10%, et les prestations sociales suivaient. C'était entre l'élection présidentielle qui avait vu la victoire de Mitterrand et le premier tour des législatives... C'était un geste qui pouvait rapporter gros... au PS, et qui, au fond, ne coûtait guère aux patrons puisqu'il était assorti de toute une série de dégrèvements fiscaux pour ces derniers. Les prix, eux, prenaient un coup d'accélérateur qui allait rattraper pendant les vacances l'amélioration du pouvoir d'achat qui n'avait touché que les seuls smicards.

En fait, les mesures les plus significatives, destinées à satisfaire l'électorat socialiste, furent l'abolition de la peine de mort le 18 septembre, et la possibilité pour les immigrés sans papiers de régulariser leur situation à condition, toutefois, de disposer d'un contrat de travail d'un an. Mesures prises une fois les élections législatives passées, et qui avaient l'immense et décisif avantage de ne rien coûter à la bourgeoisie. Et, bien qu'il ne s'agisse pas de mesures à proprement parler socialistes, elles pouvaient contribuer à satisfaire, à bon compte, une fraction de l'électorat socialiste.

Mais là s'arrêtèrent les gestes de «gauche» du nouveau gouvernement... Par exemple le service militaire que Mitterrand s'était engagé à réduire à 6 mois était maintenu à un an.

La *«grande muette»* n'avait pas à se plaindre : la force de frappe n'était pas oubliée. Le 14 septembre, Mauroy annonçait la construction d'un 7e sous-marin nucléaire. Et à l'unanimité des députés socialistes et communistes, le budget militaire était voté, avec même une augmentation de 36 milliards de francs rien que pour l'arme nucléaire...

36 milliards qui, par ailleurs, faisaient fâcheusement défaut, puisque le gouvernement découvrait un trou équivalent, dans le budget de la Sécurité sociale, trou pour lequel il décidait aussitôt de rétablir le 1% supplémentaire des cotisations sociales mis en vigueur auparavant par Barre. Mais attention, là il s'agissait de *«solidarité»*, et Nicole Questiau «ministre de la Solidarité nationale», trouvait des accents humanitaires pour inciter les travailleurs à payer sans trop rechigner. Les travailleurs «heureux» d'avoir un emploi devant savoir-se serrer la ceinture pour les chômeurs.

39 h, la flexibilité en prime

Mais la grande *«avancée sociale»* de la période fut la 5e semaine de congés payés et la semaine de 39 h. Quelle «avancée» en effet! La cinquième semaine revenait à 2% d'augmentation. Quant aux 39 heures, 45 ans après la loi de 1936 sur les 40 heures... c'était vraiment le progrès à petit pas! Cela gênait si peu les patrons, d'ailleurs, que c'est le CNPF qui mit au point le protocole signé en juillet avec les syndicats ouvriers (sauf la CGT), protocole qui servit de base aux ordonnances sociales du gouvernement. Le patronat y voyait l'occasion, en échange de quelques miettes, d'introduire la flexibilité des heures de travail.

L'application des ordonnances «sociales» en janvier et février 1982 se traduisit dans un certain nombre d'entreprises, et même dans des services publics comme les PTT, par un certain nombre de réactions de colère des travailleurs, de mouvements de protestations, de grèves même; car l'enveloppe cachait mal des conditions de travail aggravées, voire un moyen d'amputer les salaires, car la loi ne prévoyait même pas que la réduction d'une heure de travail soit payée aux travailleurs...

★★★

Côté chômage, le cap des 2 millions de chômeurs était dépassé, dès octobre 1982, malgré des promesses de Mauroy qui avait annoncé son intention de se *«battre sur la crête des deux millions de chômeurs»*... et malgré la création des contrats de solidarité, ancêtres des TUC et des récents SIVP...

Du côté des colonies, un militant indépendantiste, Pierre Declerq, était assassiné en Nouvelle-Calédonie, le 19 septembre 1981, et le gouvernement envoyait en masse des... gendarmes français sur le territoire pour y contenir la révolte de la population canaque...

Début 1982, le temps des sourires était bien passé. Mitterrand avait épuisé ses gestes symboliques vis-à-vis de l'électorat de gauche et de la classe ouvrière, le vrai visage du gouvernement de gauche apparaissait : celui d'un gouvernement tout dévoué aux intérêts de la bourgeoisie et plus pleutre encore que ses prédécesseurs devant tout ce que le pays compte de réactionnaires et d'anti-ouvriers. La gauche au gouvernement avait distribué ses quelques miettes savamment enrobées dans des discours généreux...

C'était tout «le meilleur» qu'elle avait à distribuer. En juin 1982, on en était au blocage des salaires, avant de passer aux vagues de licenciements chez Talbot ou dans la sidérurgie. On n'avait pas fini de voir la politique anti-ouvrière du gouvernement «socialiste».

Cécile BERNIER

Les «Propositions pour la France» du Parti Socialiste

PAS D'ILLUSIONS À SE FAIRE !

«Rassembler»... c'est tout le programme de Mitterrand. Mais ce n'est pas celui du PS qui le gênera.

(Photo Frédéric Reglain/Gamma)

Le Parti Socialiste rame dur pour essayer de prouver qu'il a un programme bien à lui. L'œuvre s'intitule *Propositions pour la France*. On est un parti de gouvernement ou on ne l'est pas...

Dans sa version résumée destinée en principe au grand public, une brochure en couleurs qui doit être tirée à plusieurs millions d'exemplaires, le ton est donné dès la couverture : *«le pari de l'intelligence», «une société plus juste», «l'audace industrielle», «l'Europe du progrès»,* tels sont les titres. Et si, dans l'éditorial de Lionel Jospin, les mots de «conservateurs» et de «socialistes» sont employés, il n'est question en matière sociale que d'*«équité»*, de moderniser les entreprises *«en se souciant de l'emploi et du pouvoir d'achat des salariés»*, de *«développer la concertation et le dialogue social»*...

Même sur le plan des aumônes, les limites fixées par le PS sont étroites : il propose un revenu minimum qui devrait, selon lui, être fixé à... 2600 F. Mais attention ! *«Il sera demandé à ceux qui en bénéficient de participer à des travaux d'utilité collective ou de suivre des formations. Il faudra en outre favoriser la recherche active d'un emploi».* On connaît ça.

Quant aux «droits des travailleurs» (ils ont quand même droit à une brève rubrique), ils sont totalement placés sous le signe d'une «nouvelle citoyenneté» (?), car *«la participation des salariés aux décisions qui les concernent est un facteur de compétitivité»* : *«La conquête d'une nouvelle citoyenneté dans l'entreprise est au premier rang des objectifs que nous proposons à toutes les forces de progrès pour la décennie qui s'ouvre».* Mais on nous prévient : *«Changer la vie sur le lieu de travail est un projet ambitieux qui prendra du temps».* Et, en fait de propositions concrètes, on ne trouve que quelques phrases comme *«l'aménagement et la réduction du temps de travail demeurent des priorités»* (on négociera par branche et par entreprise), ou *«dans les sociétés du secteur privé employant plus de 500 salariés, ces derniers seront représentés au conseil d'administration».*

Le comble du flou est sans doute atteint par ce passage consacré à la politique salariale préconisée par le PS : *«Les socialistes se prononcent en faveur d'une politique salariale assurant aux travailleurs une partie des gains de productivité, et d'une politique des prix conduisant à une évolution comparable des revenus non salariaux. Il en résultera un juste partage de l'effort et des fruits de l'effort».*

Cette version résumée des *Propositions* du Parti Socialiste est encore plus édulcorée, elle fait encore moins «gauche», si possible, que la version de 80 pages bien tassées parue il y a quelques semaines. Ce «socialisme»-là n'a vraiment rien pour effrayer l'électeur du centre ou de la droit libérale... C'est sans doute dicté par le souci de ne pas gêner Mitterrand, pardon, *«le candidat des forces de progrès»*, de ne le lier par aucun programme précis. Mais on sait bien que, de toute façon, Mitterrand ne se sent en rien lié par le Parti Socialiste. Il s'en est certes servi comme d'un tremplin. Mais tout ce qui a pu faire à une époque partie de la tradition du Parti Socialiste en France, il n'en a cure. Et le Parti Socialiste est largement devenu, en son genre, un parti de godillots, comme on disait sous De Gaulle.

En tout cas si, malgré l'expérience des années de gouvernement socialiste et de toutes les avanies qu'ils ont dû subir, il y a des militants, des membres du PS qui «y croient» encore, on ne peut que leur conseiller la lecture de ce programme de gouvernement que propose leur parti. Il devrait normalement leur enlever toute illusion, car il se résume à des propositions et à un vocabulaire qui relèvent de la charité lorsqu'il s'agit de la population et des victimes de la crise, mais de l'esprit de responsabilité lorsqu'il s'agit des préoccupations des maîtres de l'économie.

Christiane LE GUERN

Le point de vue d'un connaisseur

Question de *Libération* au PDG d'Yves Saint-Laurent, Pierre Bergé, qui est un partisan de Mitterrand : *«En quoi votre propre entreprise a-t-elle profité des années Mitterrand-?».*

Réponse du quidam de luxe : *«Ma propre entreprise n'a pas bénéficié des années Mitterrand et je n'ai pas l'habitude de me déterminer en fonction d'elle. Mais si j'étais banquier, je dirais autre chose. Je trouve les banquiers bien ingrats de ne pas soutenir François Mitterrand, compte tenu de toutes les affaires qu'ils ont faites : la Bourse a été à son maximum, les plus-values extrêmement importantes, et les nationalisées - même si on peut discuter du principe - ont été payées souvent au-dessus de leur valeur sur le marché».*

Et c'est tout de même un point de vue autorisé qui s'exprime là... franchement.

Quand Rocard donne rencard

Dans l'émission «Questions à domicile», Rocard a dit qu'avant trois ans, Méhaignerie gouvernerait avec les socialistes.

Pas de problème donc pour l'actuel ministre de Chirac. On lui propose de se reloger dans un autre ministère, si Mitterrand était réélu.

Ceux qui croient qu'en votant pour Mitterrand, cela changerait un peu les choses, se trompent. Cela ne changerait pas la politique anti-ouvrière, c'est sûr. Mais il n'est même pas certain que cela changerait les hommes au gouvernement. Ce sont les socialistes eux-mêmes qui nous le disent.

Mitterrand et l'expulsion des Basques : le mérite m'en revient !

A l'occasion de la visite de Mitterrand au chef du gouvernement espagnol Felipe Gonzalez (en Andalousie, dans un pavillon de chasse des rois d'Espagne, s'il vous plaît), un journaliste espagnol l'a interrogé sur *«l'avenir de la coopération entre les deux pays en matière de lutte contre le terrorisme, dans l'hypothèse d'un changement de gouvernement en France»* - car, paraît-il, les autorités espagnoles préfèrent Pasqua et Pandraud au «socialiste» Joxe : elles auraient trouvé en eux de *«meilleurs interlocuteurs».*

Vexé sans doute, Mitterrand a tenu à mettre les points sur les «i» : c'est dès 1984, a-t-il déclaré, que *«des mesures ont été prises pour permettre à la justice espagnole de gérer les problèmes de sa compétence».* Il s'agit, bien entendu, des mesures répressives, même si le langage présidentiel préfère rester vague, des mesures qui ont permis les expulsions pures et simples des Basques accusés de terrorisme.

Cette politique n'a fait qu'être poursuivie, après 1986 (et ce n'est que trop vrai !), a précisé Mitterrand pour conclure : *«Quel que soit le gouvernement, il n'y a aucune raison pour que cette ligne change».*

Un Basque averti en vaut deux...

La candidature d'Arlette Laguiller

le 18 mars, à la Mutualité, à Paris

"IL FAUT QUE LA CLASSE OUVRIÈRE INTERVIENNE POLITIQUEMENT"

(extraits du discours d'Arlette Laguiller)

(Ph. LO)

«Je suis présente dans cette élection présidentielle pour dénoncer les mauvais coups qu'on porte à la classe ouvrière, pour exprimer la colère d'au moins une partie du monde du travail.(...)

Ma candidature peut permettre aussi aux travailleurs de dire qu'une fraction au moins de la classe ouvrière entend désormais se mêler de politique. Oh ! pas pour arbitrer des combats qui ne les concernent pas, entre les candidats qui se disputent la position d'oppresseur en chef de la classe ouvrière ! Pas non plus pour donner procuration à des avocats marrons, qui prétendent défendre les travailleurs, pour les vendre à la première occasion au patronat ! Mais pour affirmer que la classe ouvrière a une politique propre, une politique de classe à avancer, aussi bien sur le terrain de ses propres revendications que, bien plus largement, dans tous les domaines de la vie sociale et de la vie politique.(...)

Oui, il faut que la classe ouvrière intervienne politiquement.(...)

SI LA CLASSE OUVRIERE N'IMPOSE PAS SES PROPRES SOLUTIONS POLITIQUES, CE SONT D'AUTRES QUI LES IMPOSERONT.

Cela coûte déjà très cher à la classe ouvrière de subir les solutions de la bourgeoisie à la crise, telles qu'elles sont apportées par ses hommes politiques modérés, qu'ils soient de droite ou de gauche. Mais cela peut être pire.

J'ai souvent eu l'occasion de dire que Le Pen est pour l'instant surtout un opportuniste, à la recherche de la bonne mangeoire, dans le même sérail politique que tous les autres.

Car le fait que l'électorat du Parti Communiste diminue, dans la proportion même où celui du Front National s'accroît, est tout de même un indice grave, quand bien même il ne s'agit que d'évolutions électorales. 15 % de l'électorat votant pour le Parti Communiste, c'était quelque 4 millions de personnes qui votaient pour un parti qui s'affichait communiste. Oh ! certes, elles ne faisaient que voter, et le communisme du Parti Communiste était sur l'étiquette, mais pas dans les perspectives politiques. Mais, tout de même, c'était là un fait politique important.

12 ou 15 % pour le Front National, cela veut dire plusieurs millions de personnes qui se reconnaissent dans un homme, dans un parti ouvertement xénophobes, ouvertement racistes, ouvertement réactionnaires.

Bien sûr, si le Front National a augmenté pour ainsi dire dans les mêmes proportions que le Parti Communiste a diminué, cela ne signifie pas que le premier a conquis l'électorat du second. Dans leur écrasante majorité, il ne s'agit pas des mêmes, ni politiquement, ni socialement. Le Pen recrute encore, malgré tout, l'essentiel de sa clientèle dans les milieux aisés, dans la petite bourgeoisie.

Mais si la démoralisation s'installe, un certain nombre de travailleurs, de chômeurs, peuvent être tentés d'exprimer leurs protestations contre l'éternel trio Chirac - Barre - Mitterrand en apportant leurs votes à Le Pen.

Et de toute façon, le poids de cet électorat lepéniste pèse dans la vie politique.

Mais ce serait un faux calcul, face à Le Pen, que de chercher refuge derrière Mitterrand, même si Mitterrand et le Parti Socialiste flattent SOS-Racisme, qui le leur rend bien. Et même si Jospin, s'en prenant récemment à Chirac lorsque celui-ci faisait sa cour à l'électorat du Front National, s'est écrié vertueusement que le racisme, ça ne se comprend pas, ça se combat. Pourquoi Jospin a-t-il donc été silencieux, lorsqu'en 1983, face aux grèves des travailleurs, pour la plupart émigrés, de Renault-Flins, de Chausson, de Citroën, Mauroy et Defferre ont proféré des âneries sur le développement de l'intégrisme musulman dans les entreprises et parlaient de grèves "manipulées par les ayatollahs" ? Oh, ce n'est peut-être pas du racisme, c'est seulement imbécile. Mais, en tous les cas, c'est méprisant pour les travailleurs.

L'électorat de Le Pen a compris que, plus il est nombreux, plus il pèsera sur la politique dans le sens réactionnaire, quel que soit l'élu.

Alors, il faudrait à l'opposé un autre vote, un vote qui fasse le contrepoids, un vote qui fasse pression dans l'autre sens !

Il faudra un vote qui montre que la protestation contre Chirac, Barre et Mitterrand ne vient pas seulement de l'extrême-droite, des milieux réactionnaires : mais qu'il y a une tout autre protestation, d'une tout autre signification, s'exprimant sur l'extrême-gauche et venant du camp des travailleurs !

Et même ceux qui ne se situent pas dans le camp de la classe ouvrière, qui n'en partagent pas les valeurs, mais qui sont sincèrement hostiles aux idées rétrogrades, racistes, misogynes, véhiculées par Le Pen, s'ils veulent exprimer leur opposition à Le Pen, la façon la plus efficace, la plus radicale de le faire dans cette élection c'est de voter pour une candidature qui se place à l'autre extrémité.

La candidature d'Arlette Laguiller

Arlette LAGUILLER le camp des travailleurs

Pour le deuxième grand meeting parisien de la campagne d'Arlette, présidé en l'occurrence par notre camarade Daniel Vitry (qui fut, rappelons-le, le porte-parole de la Coordination inter-catégories des cheminots lors de la grève de l'hiver 1986-87), la salle de la Mutualité était à nouveau bien pleine. C'est sous les applaudissements qu'Arlette commença par annoncer qu'elle venait de déposer le matin même au Conseil Constitutionnel les 500 parrainages d'élus nécessaires pour pouvoir se présenter à l'élection présidentielle. (Photo LO).

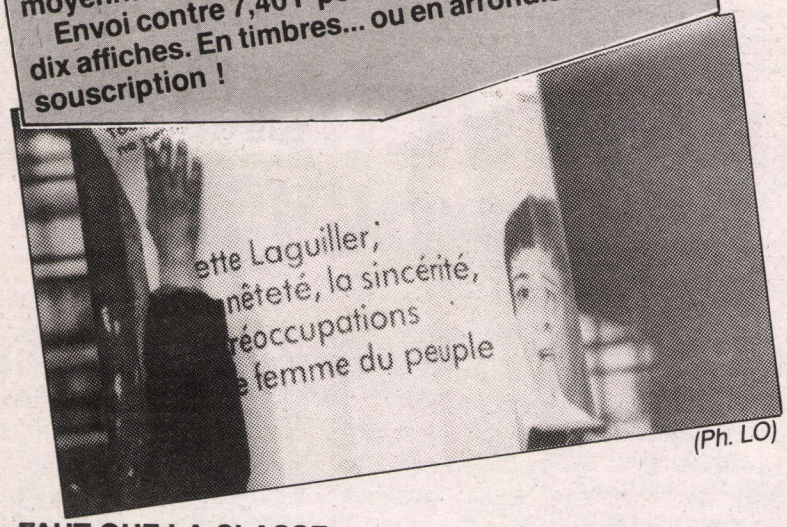
(Ph. LO)

VOUS VOULEZ COLLER

nos affiches dans votre secteur, sur les murs de votre ville ou de votre village ?

Rien de plus simple : nous pouvons vous les envoyer, si vous nous indiquez votre adresse et moyennant les frais d'envoi.

Envoi contre 7,40 F pour cinq affiches, 10 F pour dix affiches. En timbres... ou en arrondissant votre souscription !



(Ph. LO)

• A BELFORT

*A Belfort, samedi 19 mars, près de 300 personnes étaient venues écouter Arlette Laguiller au Centre Culturel des Résidences, des ouvriers principalement et des jeunes, qui formaient une assistance particulièrement attentive et chaleureuse, l'un d'entre eux même n'hésitant pas à interrompre la candidate pour l'encourager d'un vigoureux : **«Si, si, on votera pour toi, Arlette»** au moment où elle déclarait : **«Je ne vous demande pas de voter pour moi, pour que cela change tout»**...*

*Le même devait dire au cours du débat : **«Je t'ai entendue à la télé, alors je suis venu !»**.*

Une chômeuse à son tour a raconté sa révolte contre les patrons qui l'avaient licenciée et le chômage qui pèse, tandis qu'un jeune s'interrogeait sur les causes de la crise.

• HUGUETTE BOUCHARDEAU PERSISTE ET SIGNE

*A Belfort, la radio locale de France-Inter avait saisi l'occasion du passage d'Arlette Laguiller pour la confronter, par ondes interposées, à la députée du Doubs Huguette Bouchardeau. Arlette ayant relevé le fait que Huguette Bouchardeau s'était déclarée prête à participer à un gouvernement de coalition avec des ministres de droite, Huguette Bouchardeau a cru bon de répondre qu'en ce qui la concernait, elle ne serait pas **«aussi agressive qu'Arlette Laguiller»** car, de son point de vue, on pouvait bien «avoir ses idées» et puis «collaborer» avec des gens de formations du centre ou de droite...*

C'est vrai que quand, comme Bouchardeau, on a gouverné avec certains ministres dits «de gauche», il n'y a plus de honte à avoir à se proposer de le faire avec d'autres de droite.

LES MEETINGS D'ARLETTE LAGUILLER

Le calendrier des meetings que tiendra Arlette Laguiller au cours de sa campagne électorale est désormais pratiquement établi. Nous le publions ci-après, tel qu'il se présente à l'heure actuelle.

Attention, des modifications sont encore possibles.

ROUEN (Seine-Maritime), le vendredi 25 mars, à 20 h30, salle Sainte-Croix des Pelletiers.

ORLEANS (Loiret), le mardi 5 avril, 20 h 30, salle des Carmes.

MARSEILLE (Bouches-du-Rhône), le mercredi 6 avril. Adresse à venir.

TOULOUSE (Haute-Garonne), le jeudi 7 avril, à 20 h 30, salle municipale, 22, allée de Barcelone.

BORDEAUX (Gironde), le vendredi 8 avril, salle de l'Athénée, place Saint-Christolly.

TROYES (Aube), le mardi 12 avril, 20 h 30, salle Jean-Jaurès, Bourse du Travail.

LIMOGES (Haute-Vienne), le mercredi 13 avril, 20 h 30, Maison du Peuple, Rue Charles Michels.

ANGERS (Maine-et-Loire), le mardi 19 avril, Maison des Arts Bellefontaine, Rue Louis Gain.

LYON (Rhône), le mercredi 20 avril, à 20 h 30, Mairie du 6e, 58, rue de Sèze, Lyon 6e - Métro : Masséna.

et à PARIS le 17 AVRIL à 15 heures GRAND MEETING au ZENITH (Porte de Pantin)

• A STRASBOURG

A Strasbourg, c'est devant 350 personnes qu'Arlette Laguiller a pris la parole dimanche après-midi 20 mars. Là encore, le débat porta principalement sur le chômage et les conditions de travail qui empirent, pour ceux qui ont encore du travail.

Une militante d'un comité de chômeurs voulait savoir que faire contre le chômage. La discussion a roulé principalement sur le fait que c'est là où les travailleurs sont encore au travail qu'ils ont les moyens, en s'y mettant ensemble et en nombre, de faire reculer les patrons, sur les salaires, sur les conditions de travail et pourquoi pas sur les licenciements... Les chômeurs sont des travailleurs comme les autres, privés momentanément d'un emploi. Et dans un mouvement d'ensemble ils pourraient tout naturellement trouver la place qui leur revient auprès de leurs anciens camarades dans leur ex-entreprise, pour l'occuper et y faire la grève avec eux... Un cheminot a rappelé la grève de décembre 1986... et la discussion a continué encore dans la salle, après la fin du meeting.

IL FAUT QUE LA CLASSE OUVRIERE SE MANIFESTE POLITIQUEMENT SUR D'AUTRES TERRAINS AUSSI.

Le 24 avril, jour d'élection présidentielle en France, est en même temps le jour où le gouvernement français veut faire plébisciter sa politique en Nouvelle-Calédonie. On veut entériner là-bas, ce jour-là, de façon prétendument démocratique, le droit de la fraction privilégiée, d'origine européenne, de la population de spolier le peuple kanak.

Et ce qui se passe en Nouvelle-Calédonie depuis plusieurs années rappelle que la bourgeoisie française, que le gouvernement français, qui mènent la guerre contre la classe ouvrière, mènent aussi une guerre de brigandage contre les peuples de ce qui reste encore de l'ancien empire colonial de la France.

Si le mouvement ouvrier était politiquement vivant, il devrait revendiquer le départ immédiat des troupes de répression françaises des colonies qui restent : la Nouvelle- Calédonie bien sûr, mais aussi Tahiti, la Guyane, la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, et le droit de tous ces peuples à disposer d'eux-mêmes.

Si le mouvement ouvrier était politiquement vivant, il devrait aussi s'opposer à ces guerres que la France impérialiste a menées au Tchad sous le gouvernement socialiste et continue à mener sous le gouvernement chiraquien. Comme il devrait revendiquer le retrait immédiat des troupes françaises de tous ces pays d'Afrique, de la Côte-d'Ivoire au Gabon, où elles stationnent.(...)»

NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE SOUTIEN, SOUSCRIVEZ !

LA SOUSCRIPTION A RAPPORTÉ À CE JOUR LA SOMME TOTALE DE 838 036 F. Nous avons pris du retard dans la publication des listes de souscription, faute de place. Mais tout sera publié intégralement dans les numéros à venir de *Lutte Ouvrière*.

Continuez à souscrire et à faire souscrire autour de vous. Nous avons besoin de votre soutien financier, parce qu'il donne les moyens à Arlette Laguiller de mener sa campagne. Et une campagne électorale cela coûte cher, même si la nôtre est bien modeste en comparaison de celle des «grands» candidats.

La campagne d'Arlette Laguiller repose sur l'énergie militante, l'action bénévole de tous ceux qui nous apportent leur aide... et cela peut commencer avec le soutien financier. Plus vous serez nombreux à verser à la souscription et plus la voix d'Arlette Laguiller pourra se faire entendre !

Envoyez votre soutien au journal, par chèque à l'ordre d'Arlette Laguiller, envoyé à notre boîte postale (Lutte Ouvrière - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18).

TOURS : Roger et Elisa : 100 F. Isidora : 30 F. André : 30 F. **NANTES :** Amateur et Annie : 50 F. Christian et Sylvie : 100 F. Françoise : 200 F. Michel : 80 F. **NANTES :** Anne Françoise : 50 F. Marie Da : 30 F. **ST-NAZAIRE :** Serge et Jacqueline : 500 F. **ALSTHOM :** Jean-Paul et Chantal : 150 F. André : 20 F. Didier, soudeur, 1er versement : 30 F. **POITIERS :** Simone, retraitée : 300 F. Un stalinien qui aime bien Arlette : 50 F. Pour soutenir la campagne : 30 F. Anonyme : 50 F. **LORIENT :** Serge : 100 F. Un retraité pour Arlette : 20 F. Un piper de St-Nazaire : 50 F. Un ouvrier de l'Arsenal : 30 F. Un copine de Férel : 100 F. **ANGERS :** Vincent : 100 F. Voisine : 50 F. Mijo : 100 F. Collège : 50 F. Infirmière : 50 F. Mass : 100 F. Un lycéen : 50 F. Pour la révolution : 250 F. Un copain : 300 F. **CHOLET :** Ouvrier (OCF) : 100 F. Chômeur : 20 F. Sympathisante : 100 F. **ST-BRIEUC :** Jean-Jacque : 25 F. Marie : 35 F. Une sympathisante : 20 F. Pierre et Chantal : 50 F. Pour Arlette : 10 F. Pour Arlette : 10 F. Pour Arlette : 10 F. Jacques : 60 F. Mme Berger : 40 F. Hervé : 10 F. Mme André : 50 F. Un admirateur d'Arlette : 10 F. Un autre : 30 F. Un révolutionnaire : 40 F. **CHAFFOTEAUX :** Jacques J. : 15 F. Pascal J. : 150 F. Michel M. : 100 F. Christiane : 50 F. Yvette : 44 F. Guy : 30 F. Jocelyne : 25 F. André R. : 30 F. Michel Billaux : 100 F. Michel Tertre : 15 F. Jean-Luc : 20 F. Jean-Yves Cl. : 108 F. JP Car : 50 F. Anonyme : 100 F. Christiane : 23 F.

Voir en page 14 la suite de la liste de souscription de cette semaine.

Aux usines SNECMA

LA GRÈVE POUR LES 1500 F

Partie le mercredi 16 mars d'une équipe de l'atelier des Fonderies de l'usine de Gennevilliers, la grève entraîne une semaine plus tard près de 4 000 travailleurs du groupe SNECMA.

Et si cela a été possible, c'est parce que les premiers grévistes, puis ceux qui les ont rejoints les uns après les autres, ont convaincu et donné confiance à tous ceux qui aujourd'hui sont dans le mouvement.

Les grévistes de Gennevilliers, d'où est partie la grève, savaient dès le début que pour faire plier le patron sur leur revendication de 1 500 F mensuels et uniformes, il était vital que la grève s'étende. Ils ont donc décidé de s'adresser à tous les autres travailleurs de la SNECMA de la région parisienne : ceux de Villaroche, de Corbeil et de l'usine Hispano de Bois-Colombes.

Et ils l'ont fait de la même façon qu'ils ont étendu dans un premier temps le mouvement sur le centre de Gennevilliers lui-même, en convainquant eux-mêmes les autres travailleurs d'arrêter le travail, en devenant eux-mêmes les militants de la grève. Les grévistes savaient que pour convaincre il faut non seulement dire tout haut ce que beaucoup de travailleurs pensent, mais surtout montrer sa détermination et sa force. C'est pourquoi ils ont décidé de s'adresser directement et à plusieurs centaines à tous ceux qui n'étaient pas encore dans la lutte.

En se rendant àVillaroche ou à Corbeil, les grévistes ont dit : *"Ce que nous revendiquons, les 1500 F mensuels et uniformes, c'est aussi ce qui vous manque. Alors, nous vous le demandons : ne vaudrait-il pas mieux entrer en lutte ensemble pour obtenir nos augmentations de salaire, plutôt que de se battre séparément, les uns après les autres ? De toute façon, tôt ou tard vous serez amenés à poser la question des salaires. Alors, n'est-ce pas le moment de s'y mettre tous ensemble ? (...) Ce qui fait notre force c'est notre nombre, c'est l'unité de tous dans la lutte (...) S'il y a une chance de faire plier le patron, saisissons-là ensemble".*

L'extension du mouvement, voulue et décidée par les grévistes, a donc été une réussite. Au bout d'une semaine de grève, c'est là leur principal succès.

L'autre point fort de la grève est que son organisation repose sur le principe que c'est l'assemblée générale des grévistes, réunie au moins une fois chaque jour, qui, non seulement reconduit la grève, mais décide des modalités et des actions à mener. En tout cas à Gennevilliers, c'est un fait acquis. Et à Villaroche, où cette assemblée a élu un comité de grève composé de syndiqués CGT et CFDT comme de non-syndiqués, puis à Corbeil, cette organisation semble bien en train de se mettre en place ou de se consolider. Et c'est ainsi que les grévistes maintiennent leur contrôle sur leur mouvement et imposent leur volonté aux organisations syndicales, les hésitations et les réticences plus ou moins visibles de certains dirigeants en particulier CGT, – à l'égard, soit tout simplement de la grève, soit de son extension – ayant été à chaque fois repoussées ou balayées jusqu'ici par la volonté de la fraction la plus combative des travailleurs.

A la SNECMA-Corbeil : l'arrivée des grévistes de Villaroche

(Ph. LO)

L'USINE DE GENNEVILLIERS : POUR L'EXTENSION DU MOUVEMENT

Démarrée le mercredi 16 mars, la grève s'est largement renforcée. Malgré diverses pressions de la direction : portes soudées grandes ouvertes, venues d'huissiers pour constater la présence des piquets de grève qui empêchent les pièces d'entrer et de sortir, le millier de grévistes (sur les 1 400 ouvriers de l'usine) s'est installé dans la grève. Plus une pièce ne sort, plus un camion ne rentre. La production est totalement arrêtée.

La semaine commençant le lundi 21 mars était décisive car, dès le début, de nombreux grévistes savaient que pour gagner le plus rapidement possible, il leur faudrait tout faire pour s'adresser aux autres travailleurs du groupe afin de les entraîner eux-aussi. Et cette conviction s'est encore renforcée après plusieurs jours de grève qui pèsent lourd sur le porte-monnaie. *"La grève nous coûte cher"*, disent certains, *"alors il ne faut pas rester à ne rien faire, il faut la rentabiliser"*. Et la rentabiliser signifie pour beaucoup renforcer la grève en l'étendant.

En assemblée générale, il a donc été décidé d'aller dans d'autres centres, à commencer par celui de Villaroche. Lundi 21 mars donc, plus de 350 travailleurs déterminés, combatifs, bien représentatifs des grévistes de Gennevilliers, allaient dans sept cars faire les 80 kilomètres qui les séparent de Villaroche pour, là, entraîner leurs camarades dans le mouvement.

Arrivés à Villaroche, des centaines de grévistes, ceux de Gennevilliers bien sûr, mais aussi ceux, nombreux, qui avaient arrêté le travail dans l'usine, ont investi les bureaux et les ateliers, en particulier le "35" où se fait le montage des moteurs. Aux cris de *"Il faut y aller ! C'est maintenant. Rejoignez-nous pour les 1 500 F uniformes"*, les grévistes ont réussi à entraîner plusieurs centaines de travailleurs. En fin de journée, la production était quasiment arrêtée sur le centre de Villaroche.

Des assemblées communes de grévistes de Villaroche et de Gennevilliers ont voté dans l'enthousiasme la grève et la revendication des 1 500 F, ainsi que le principe d'aller tous ensemble à Corbeil.

Au retour, une assemblée regroupant plus de 250 grévistes s'est tenue à Gennevilliers. A l'unanimité il fut décidé d'aller à Corbeil mercredi. Un responsable CGT s'est fait chahuter lorsqu'il proposa le jeudi et non le mercredi, prétextant d'obscures raisons techniques. Mais le sentiment général était qu'il faut battre le fer tant qu'il est chaud. Une ouvrière des Fonderies résuma le sentiment général en disant franchement : *"On va à Corbeil mercredi. Qu'il ne nous em... pas avec leurs problèmes techniques !"*

Entre temps, le mardi 22 mars, l'action pour l'extension ne se relâchait pas : plus de 80 grévistes de Gennevilliers s'adressaient aux travailleurs d'Hispano-Suiza, une filiale du groupe.

Et puis surtout le lendemain, huit cars de grévistes se sont rendus à Corbeil, et là comme deux jours plus tôt à Villaroche, sont parvenus à mettre le centre en grève.

Correspondant LO

S'ÉTEND

Le vote de la grève à Corbeil

(Ph. LO)

L'USINE DE VILLAROCHE :

À SON TOUR DANS LA GRÈVE

A l'usine de Villaroche, où travaillent 4 500 personnes dont 1200 ouvriers et 2000 techniciens, cela faisait déjà quelque temps qu'une minorité de travailleurs se posait le problème de la lutte pour les salaires. Cependant, la majorité, même si elle discutait elle aussi des salaires, ne croyait pas trop en la possibilité d'une grève. Mais la venue des 350 grévistes de Gennevilliers a changé l'ambiance. Ce qui semblait difficile au plus grand nombre est devenu subitement réalité.

Lundi 21 mars, à l'appel de la CGT et de la CFDT, plusieurs centaines de travailleurs étaient venus accueillir ceux de Gennevilliers. Et si après deux heures d'attente, l'atmosphère s'était quelque peu rafraîchie, le contact avec les grévistes de Gennevilliers contribua fortement à faire remonter la température.

Un passage dans les ateliers et au restaurant d'entreprise entraîna dans le mouvement de nombreux travailleurs et une première assemblée de 700 personnes permit de voter la revendication des 1 500 F. Avec l'arrivée de l'équipe du soir une nouvelle assemblée de 1000 grévistes eut lieu, qui vota la revendication et décida d'aller le plus tôt possible mettre l'usine de Corbeil en grève.

Le sentiment de beaucoup de grévistes était que, pour gagner, il fallait frapper le plus fort possible, aller vite en bousculant le train-train syndical habituel et en étendant le mouvement à tous les centres SNECMA.

Le lendemain mardi, la grève continuait à Villaroche. Au bâtiment 35 qui est l'atelier le plus important du centre, un comité de grève fut élu par l'assemblée du secteur. Lors de l'assemblée de tous les grévistes du centre qui regroupa entre 1000 et 1200 grévistes, la grève fut votée ainsi que la revendication de 1500 F. Un représentant du comité de grève du «35» proposa la constitution d'un comité de grève sur l'ensemble de l'usine, ce qui fut adopté.

La première tâche fut bien sûr d'organiser le départ pour Corbeil qui devait avoir lieu le lendemain. Et mercredi, ce sont plus de 750 grévistes de Villaroche qui, rejoints par ceux de Gennevilliers, sont partis répandre le virus de la grève à Corbeil.

Correspondant LO

À L'USINE DE CORBEIL :

ON S'Y MET, AVEC LES AUTRES

A Corbeil, l'information de la grève pour les 1500 F pour tous entamée par nos camarades de Gennevilliers a mis près d'une semaine à se répandre un peu largement. Quand, mardi 22, on a appris que Villaroche s'y était mis aussi, l'idée de renforcer le mouvement en nous y joignant à notre tour a circulé. Mercredi matin, l'arrivée d'un bon millier de camarades de Gennevilliers et de Villaroche, venus nous inviter à entrer en lutte, a été décisive pour renforcer la minorité déjà décidée qui les a accueillis.

Après des assemblées communes où des travailleurs des trois centres prirent la parole, un tour ensemble des ateliers et des bureaux, des discussions de toutes sortes pour convaincre les hésitants, une assemblée de 300 travailleurs de l'équipe du matin et de la normale a voté la grève. Ce vote a d'ailleurs été imposé par les travailleurs malgré les interventions de certains responsables CGT qui prétendaient, sous des prétextes de procédure, *«refuser de faire voter la grève»*...à l'étonnement amusé de l'ensemble des présents, y compris des syndiqués CGT.

La revendication des 1500 F pour tous et la grève de 24 heures reconductible ont été adoptées par l'assemblée. Ensuite nous avons accueilli l'équipe du soir qui a également voté la grève dans une assemblée d'environ 200 personnes.

Correspondant LO

À L'USINE HISPANO-SUIZA DE BOIS-COLOMBES :

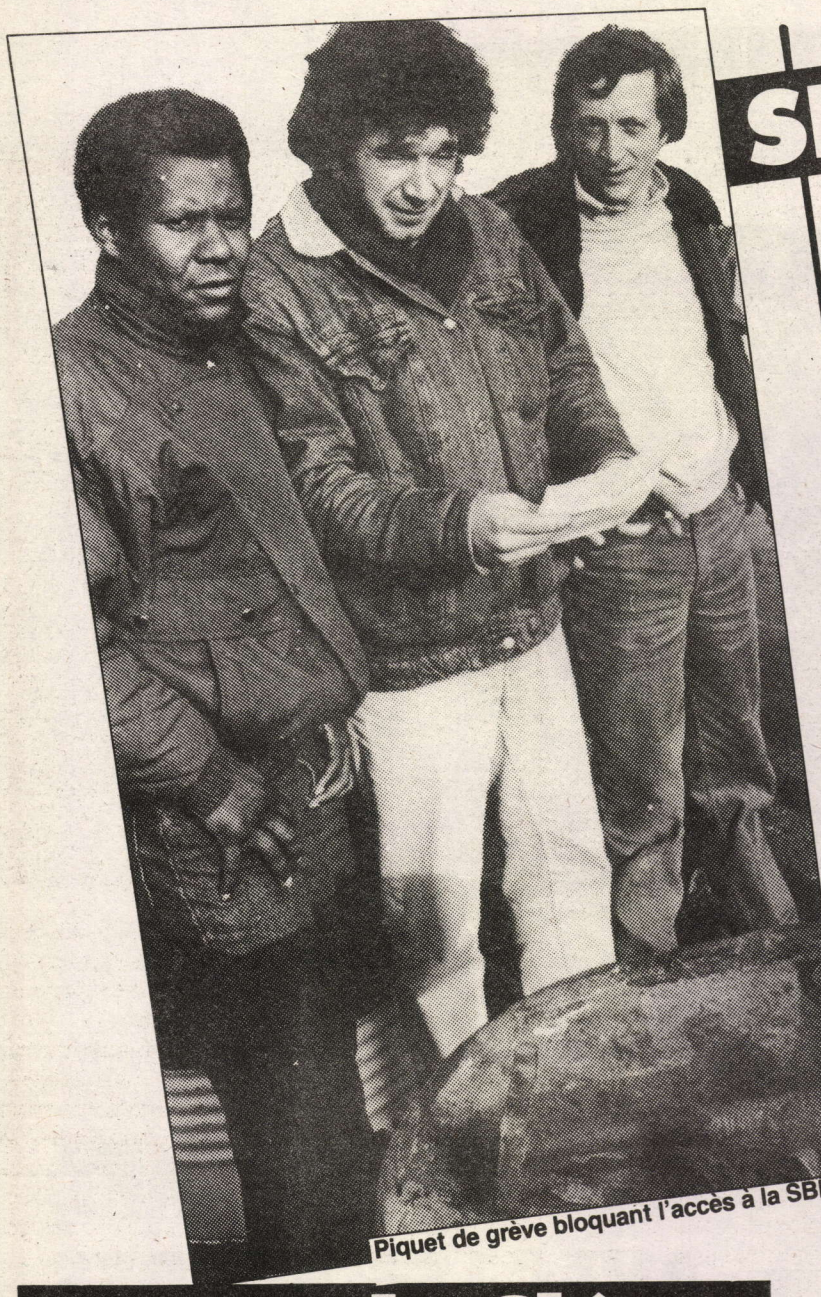
VERS LA GRÈVE?

Hispano-Suiza est une filiale de SNECMA située à Bois-Colombes, non loin de l'usine de Gennevilliers. A la fin de la semaine dernière, seuls quelques travailleurs et militants ont essayé d'informer autour d'eux de ce qui se passait à Gennevilliers. La CGT, qui parlait pourtant de la lutte nécessaire pour cette revendication de 1500 F quelques jours auparavant, restait muette sur la grève de l'usine proche. Au point que syndiqués et non-syndiqués étaient de plus en plus nombreux à lui poser des questions et à lui demander des comptes.

Mardi 22, environ 80 grévistes de Gennevilliers sont venus à Hispano. Ils étaient accrocheurs, déterminés. Les discussions sont allées bon train avec une minorité des travailleurs d'Hispano. Si certains sont pour la grève, les réticences d'autres sont toujours là : Que fait la CGT ? N'est-ce pas le problème de l'emploi avant les salaires qui se pose à Hispano ? (La CGT appuie sur cet argument).

En tout cas depuis mardi la grève de Gennevilliers a pris plus de réalité et ceux qui en parlent depuis la semaine dernière ont acquis du crédit.

Correspondant LO



Piquet de grève bloquant l'accès à la SBFM. (Ph. LO)

SBFM Lorient

4 SEMAINES DE GRÈVE

La SBFM de Lorient est une filiale de la Régie Renault employant 1170 salariés. Suite à l'annonce de 0,5% d'augmentation de salaire pour 1988, la CGT a appelé à des débrayages à partir du 4 février et à la grève totale à partir du 22 février.

Les travailleurs, dont les salaires sont le plus souvent inférieurs à 6000 F mensuels, ont estimé à juste titre que la direction se moquait d'eux, d'autant que le directeur de l'entreprise s'octroie, selon la CGT, un salaire 13 fois supérieur. Quant à la SBFM proprement dite, ses bénéfices nets déclarés s'élevaient à 26 millions de francs en 1986 et à 30 millions en 1987.

Les grévistes revendiquaient 5% d'augmentation pour 1988, l'annulation des suppressions d'emploi et le paiement des jours de grève.

La CGT, hégémonique sur l'entreprise (elle revendique 800 syndiqués), a mené la grève de bout en bout, organisant des barrages autour de l'entreprise, dressant des barricades, brûlant des pneus, mais sans chercher à étendre le mouvement de revendication salariale aux autres entreprises de la région. Le soutien des autres travailleurs s'est exprimé au travers de deux manifestations regroupant plusieurs milliers de personnes et par un soutien financier.

Finalement, après 4 semaines de grève, les ouvriers ont voté la reprise, après que la direction eut lâché 1% d'augmentation, plus des primes, ce qui selon la CGT équivaudrait à une augmentation moyenne de 4%.

La direction s'est d'autre part engagée à ce qu'il n'y ait pas de sanction pour fait de grève. Les pertes de salaire occasionnées par la grève feront l'objet d'un prêt sans intérêt remboursable avant les vacances.

La CGT présente ces résultats comme un succès, même si 57 travailleurs, sur les 460 qui ont participé au vote, n'étaient, quant à eux, pas d'accord pour reprendre dans ces conditions. Dans l'ensemble les grévistes, qui ont fêté la fin de la grève par un bal dans le restaurant de l'entreprise, étaient contents d'avoir tenu 4 semaines et montré à leur patron qu'ils n'étaient pas prêts à se laisser faire.

Correspondant LO

Renault-Cléon

GRÈVES TOURNANTES SOUS LE CONTRÔLE DE LA CGT

A l'usine Renault de Cléon, les débrayages tournants organisés par la CGT continuent depuis deux semaines. Tout en sachant que ces débrayages ont peu de chances de faire céder la direction, une forte minorité de travailleurs tiennent toujours, malgré tout, à montrer leur mécontentement.

La première semaine, la participation a été importante. Un peu plus d'un millier de travailleurs (l'usine compte 5000 ouvriers et 1500 employés et maîtrise) ont débrayé à tour de rôle deux heures par jour, avec l'objectif de bloquer un secteur de montage. De fait, la production a été perturbée, et la direction a perdu en moyenne l'équivalent de 40% de sa production. La maîtrise est aussi présente chaque jour, se contentant d'observer les grévistes... Quant à la direction, elle maintient ses licenciements et dément les informations selon lesquelles les usines de Douai, Sandouville et Flins seraient paralysées du fait de la grève à Cléon.

Le fait que la production soit en partie perturbée gêne la direction, mais elle craignait encore plus notre réaction à l'envoi des lettres recommandées aux 155 licenciés encore présents à l'usine, sur les 220 au départ. Ces lettres annonçaient qu'ils figuraient sur la liste des licenciés et qu'ils devaient se rendre hors de l'usine pour un entretien préalable. En fait, jeudi et vendredi, malgré l'envoi des lettres, il n'y a pas eu de réaction plus massive que les jours précédents.

Mardi 22 mars, les dirigeants de la CGT ont commencé à organiser des actions spectaculaires. Ils ont invité à deux reprises les travailleurs à bloquer la route devant Cléon, et mis le feu à des pneus. Mais derrière ce radicalisme de façade, il faut croire que les dirigeants de la CGT craignent eux aussi la colère des travailleurs, si on en juge par les arguments employés par le secrétaire de la CGT de Renault-Cléon dans une lettre adressée au Premier ministre Chirac.

Parlant des licenciés qui risquent selon lui de *«s'engager, s'ils sont mis hors de l'entreprise, dans des actions de désespoir individuel»*, il poursuit : *«Et vous savez, Monsieur le Premier ministre, qu'une fois ces gens hors de l'entreprise, nous, militants syndicaux, ne pourrons pas contrôler ou maîtriser quoi que ce soit. Aujourd'hui, avec l'arrivée des lettres désignant les licenciables, la colère monte. Mais dans l'entreprise, nous sommes là et nous encadrons. C'est pour cela que je vous demande, Monsieur le Premier ministre, qu'avant que l'irréparable ne se produise, vous interveniez auprès de Monsieur Raymond Lévy et de notre direction régionale, pour que cesse immédiatement cette situation»*.

L'irréparable, pour les patrons, ce serait que les travailleurs expriment collectivement leur colère et prennent en main eux-mêmes leurs luttes. Mais, apparemment, la CGT craint également qu'on en arrive là!

Correspondant LO

1987 : RECORDS DE PROFITS À RENAULT

La Régie Renault fait des bénéfices, et même les plus gros bénéfices qu'elle ait jamais faits depuis 1945, date de sa création. C'est le PDG Raymond Lévy qui l'a dit lui-même, en annonçant le chiffre de 3,5 milliards pour l'année passée.

Ce résultat a été obtenu en réduisant l'effectif de 30 000 salariés en trois ans, en bloquant depuis cinq ans les salaires, et en accélérant les cadences. La production est passée de 10,5 voitures par ouvrier en 1985, à 15,2 l'an dernier.

Il ne reste plus maintenant qu'à annuler 12 milliards de dettes, que l'Etat (c'est-à-dire les contribuables) prendra à sa charge, et qu'à distribuer cette belle machine à faire des profits plus directement au capital privé, en changeant son statut de Régie nationalisée. Car une aussi grosse galette peut être croquée par encore plus de profiteurs qu'elle ne l'a été jusque-là.

Voilà à quoi auront servi les sacrifices demandés aux travailleurs de Renault, à qui l'on demande encore, pour l'année à venir, d'accepter 6000 licenciements supplémentaires. Si toutefois la duperie veut encore bien marcher.

LA FIN DE LA GRÈVE AUX USINES CHAUSSON

Après cinq semaines de grève, le travail a repris aux usines Chausson, à Meudon le vendredi 18 mars, le mardi 22 mars à Gennevilliers.

Les grévistes sont loin d'obtenir satisfaction sur leur revendication de 1 000 F d'augmentation par mois, et le paiement des heures de grève. La direction cède 93 francs net d'augmentation par mois ; une prime de 1 000 F, versée en deux fois, en mars et en avril 1988, mais seulement pour cette année. Elle a remisé ses prétentions à sanctionner pour fait de grève. Et elle annonçait à la fin qu'elle payait le dernier jour de grève. Et elle annonçait à la fin qu'elle payait le dernier jour de grève, puis l'avant-dernier... Elle aurait probablement payé bien davantage...

C'est ce qu'ont dit ceux qui ont milité jusqu'au bout pour continuer et qui étaient convaincus que les grévistes avaient les moyens de faire lâcher davantage à la direction, dans la dernière ligne droite. Cela correspondait au sentiment général tel qu'il s'était manifesté le jeudi 17 mars, quand les résultats des négociations syndicats-direction avaient été annoncés en assemblée où, au fur et à mesure que le contenu des propositions de la direction était exposé, des cris fusaient : *"La grève continue"*. Et le sentiment dominant, parmi les quelques centaines de grévistes qui avaient été actifs dans le mouvement, était qu' *"on n'a pas fait cinq semaines de grève pour 93 F"*.

Mais ce jeudi 17 mars, le mouvement donnait des signes de faiblesse. Et ce sont d'abord certains délégués, membres ou pas du Comité d'organisation de la grève (qui était le fruit d'une initiative syndicale), syndicalistes ou pas, qui ont commencé à pencher pour la reprise ; même s'ils n'osaient pas le dire franchement et si leur position s'exprimait surtout sous des formules hypocrites du genre : *"Avant de donner un point de vue, il faut d'abord faire discuter les travailleurs"*, *"Il faut d'abord les laisser s'exprimer"*, *"Il faudrait un vote démocratique"*..."à bulletins secrets"...

Auprès de ces militants, les arguments répandus surtout par les chefs, et qui ne mordaient pas jusque-là, se sont mis à faire leur chemin, en particulier le "clou" sur lequel les PDG de PSA et Renault (les actionnaires de Chausson) avaient choisi de taper depuis quelques jours : *"Attention à la grève politique !"*, *"Attention aux menées politiques du Parti Communiste ou des gauchistes de Lutte Ouvrière" !* En 1983, lors de la grève précédente, les patrons et le gouvernement Mauroy-Defferre avaient inventé d'autres *«manipulateurs»*... les *«ayatollahs»* et autres *«intégristes musulmans»*...

C'est probablement aussi parmi ces membres du Comité d'organisation de la grève, souvent syndicalistes, que les illusions dans les vertus d'un tribunal à servir les travailleurs en lutte (à deux reprises le tribunal de grande instance de Nanterre avait émis des jugements plutôt favorables), ou dans les vertus des médiateurs et autres négociateurs ont été les plus grandes. Les grévistes du rang, ceux qui ne fréquentent pas tous ces gens-là, sentaient instinctivement qu'on ne se fait entendre de tous ces ennemis irréductibles des travailleurs que quand on lutte, et le temps qu'on lutte ou qu'on se fait craindre. Et c'est bien pourquoi le sentiment dominant était qu'on pouvait et devait tenir encore, ne serait-ce que pour arracher davantage en paiement des heures de grève.

Cependant ce fléchissement d'un certain nombre de militants, parmi ceux qui exerçaient des responsabilités dans la grève, a été suffisant pour semer un désarroi que les partisans de la poursuite n'ont pas su ou pu rattraper, d'autant que la situation devenait réellement plus dure.

On en était à la fin de la cinquième semaine de grève et le cap du mois sans paye était dur à passer.

Le travail n'a finalement repris vraiment que le mardi 22 mars. Le lundi 21 mars au matin, il y a encore eu une assemblée générale de plus de 400 grévistes (dont évidemment des indécis, venus aux nouvelles) qui, à l'appel de militants favorables à la poursuite, qu'on trouvait aussi bien dans la CGT que dans la CFDT ou que parmi les non-syndiqués du Comité (en fait, le clivage a traversé tous les appareils), allèrent revendiquer en cortège auprès de la direction. Mais la reprise s'amorçait néanmoins.

Pendant cinq semaines, cela dit, des centaines de travailleurs de Chausson ont fait grève pour leurs salaires. Ils ont eu l'audace de montrer qu'ils n'étaient pas d'accord pour continuer à faire tous les sacrifices, tandis que le camp des bourgeois et des boursicoteurs oisifs fait tous les bénéfices. Ils ont montré que la soumission n'était pas inéluctable. Et ils ont su, à plusieurs dizaines et jusqu'à une centaine, aller s'adresser à des travailleurs d'autres entreprises.

Ils ont certes peu gagné - et ils savent même ce qu'ils ont perdu financièrement, du fait que les heures de grève ne sont pas payées - mais ils ne sont pas défaits. La direction, ses chefs, ont bien vu que le signal de la reprise ne venait pas du plus grand nombre, et c'est probablement ce qui explique son extrême prudence, sa volonté d'apaisement lourdement affichée...

La direction de Chausson, comme bien d'autres, patrons et gouvernants, sait que rien n'est réglé ; qu'au contraire, la grève de cinq semaines à Chausson a ouvert une brèche et a contribué à la remontée du moral, dans la classe ouvrière, qui s'exprime par ces conflits sur les salaires qui se développent.

Si ces conflits allaient croissant, les patrons seraient un peu plus attentifs aux revendications des travailleurs. Même ceux de Chausson, dans les mois qui viennent. Car les patrons échaudés, eux aussi, craignent l'eau froide.

Correspondant LO

Groupe Mornay-AGM (Paris 12e)

UNE JOURNÉE ET DEMIE DE DÉBRAYAGE : LA DIRECTION CÈDE 900 F DE PRIME

Au Groupe Mornay travaillent 1000 employés. Mardi 15 mars, au cours d'une assemblée générale du personnel, les 400 personnes présentes ont décidé d'un débrayage pour le lendemain, pour amener la direction à reprendre les négociations paritaires annuelles, celles-ci ayant tourné à la mascarade.

400 personnes ont débrayé jusqu'au jeudi midi, où elles ont obtenu de la direction :
- 900 F de prime de vie chère pour les employés ;
- 600 F de prime à partir des agents de maîtrise ;
- la non-dénonciation de la convention collective d'établissement ;
- le supplément de cotisation prévoyance de 0,34 % à la charge de l'employeur ;
- les 6 heures de grève, prélevées de la paie, une heure par mois.

Dans ce mouvement l'intersyndicale CGT- CFDT- FO a dû donner la parole aux grévistes et consulter tout le monde pour chaque décision.

Au dernier vote, 340 personnes se prononçaient pour que les syndicats signent les propositions de la direction tout de suite. Mais 60 personnes se sont regroupées bien déterminées pour continuer la lutte.

On n'avait pas fait grève depuis 1981. Mais on a pu se rendre compte à nouveau que la direction nous craignait et que, si la minorité qui voulait continuer la lutte devenait la majorité, on pourrait la faire reculer bien plus loin.

Correspondant LO

(Ph. LO)

Mercredi 16 mars, 1500 travailleurs ont débrayé aux Mutuelles du Mans, qui comptent 3500 employés. C'est le plus gros débrayage depuis bien longtemps dans l'entreprise. Quelques jours plus tôt, la direction avait annoncé qu'elle dénonçait la convention collective annonçant clairement qu'elle souhaitait revenir sur les acquis du personnel.

LE PATRON DÉNONCE LA CONVENTION COLLECTIVE 1500 TRAVAILLEURS DÉBRAYENT

Les Mutuelles du Mans, c'est une entreprise plus que centenaire. C'est la sixième compagnie d'assurance en France. Elle se porte bien : 300 millions de francs de résultat net en 1986, 21,5 milliards de francs de réserve, dont la grande partie reste acquise à la Mutuelle car le «rapport sinistres à primes» (ce que la compagnie paye aux assurés par rapport à ce qu'elle touche avec les primes) lui est plus que favorable.

Les Mutuelles ont été classées deuxième meilleure compagnie d'assurance en ce qui concerne ce rapport en 1986, alors qu'elles étaient première en 1985. Donc cela va bien pour les Mutuelles, très bien même.

Mais avec le nouveau PDG tout droit venu d'un cabinet de Chirac, les Mutuelles sont en plein bouleversement. Pour le PDG, c'est l'occasion de toutes les alliances, avec les groupes financiers notamment, de toutes les «agressions» commerciales afin d'être «à la hauteur des enjeux de 1992» (date du marché unique européen). Il est passé à l'offensive : pour faire face à l'objectif, il fallait supprimer du personnel : 500 emplois en cinq ans. La direction, ayant réussi à supprimer 170 emplois la première année, au lieu des 100 annoncés, annonça alors qu'elle en supprimerait 200 en 1988, pour «prendre de l'avance» et «rassurer le personnel»...

Après, il y eut l'annonce par la CGT de la suppression de 1000 emplois sur Le Mans du fait de la création de centres régionaux. La direction démentit : seulement 300 personnes seraient mutées du Mans vers les centres régionaux !

Enfin, le vendredi 11 mars 1988, en fin d'après-midi, la direction dénonçait la convention collective en place depuis trente ans. Le but était clair : *«faire disparaître les avantages collectifs»*. Car le PDG l'avait dit : *«La prime à l'ancienneté, c'est la prime à la médiocrité»*.

Face à cette attitude agressive du patron, les syndicats n'ont réagi qu'au coup par coup. Lors de la mise en place du «centre de formation» appelé «centre de tri» par beaucoup, il y eut deux débrayages, dont l'un regroupa un millier d'entre nous. *«On vous reconvoquera»* nous ont dit les syndicats. On attend toujours. Lors du licenciement pour «faute grave» d'un militant de Lutte Ouvrière, ils n'organisèrent que des débrayages bien divisés. Lors du débrayage du mercredi 16 mars, les dirigeants syndicaux ont dénoncé le patron. Mais quant aux nécessités pour les travailleurs d'aller de l'avant, il n'en était pas question. Ainsi le vendredi, alors que le PDG venait au Mans pour des négociations salariales, l'intersyndicale a appelé, elle, à manifester... en ville car, *«compte tenu du ton provocateur du PDG, on préfère prévenir d'éventuels incidents»*, a dit un syndicaliste à la presse.

Parmi les travailleurs avec l'accumulation des attaques, l'inquiétude commence à faire place à l'indignation. Beaucoup étaient contents de se retrouver si nombreux à un débrayage et à la manifestation. Mais, pour l'instant, seule une petite minorité est prête à entrer réellement en lutte.

Mais rien ne dit non plus que les travailleurs des Mutuelles aient dit leur dernier mot. 1500 dans l'action, c'est en tout cas le signe de la montée du ras-le-bol face aux attaques du patron.

Correspondant LO

Air France Orly-Sud

LE MÉCONTENTEMENT MONTE, LES SYNDICATS FONT BAISSER LA TENSION

A la Division du Matériel à Orly-Nord, nous nous sommes retrouvés le jeudi 17 mars à près d'un millier à protester contre les tentatives de la direction. Un travailleur a été licencié parce qu'il était jugé «insuffisant» sur le plan du travail, et d'autres se voyaient menacés sous des prétextes divers, comme «insuffisance professionnelle» ou «maladie». Le cas d'une femme ayant 30 ans de maison, sommée de s'adapter à son nouveau poste dans un délai de deux mois sous peine d'être licenciée, a soulevé particulièrement l'indignation. Le débrayage, appelé par les syndicats pour une durée d'une heure trente, a finalement duré une demi-journée. Nous avons fait le tour des ateliers. Et c'était un vrai plaisir, en passant, de constater qu'ils étaient en grande partie vides. On n'avait pas vu ça depuis 1982.

Ça ressemblait à la goutte d'eau qui fait déborder le vase, les travailleurs d'Air France réalisant que, laisser passer ces licenciements, cela pouvait ouvrir la porte à bien d'autres. De toute façon, nombre de travailleurs pensaient déjà qu'il allait bien falloir s'opposer, à un moment ou à un autre, au «Plan Air France» avancé par la direction, plan prévoyant des réductions d'effectifs et de salaires sous des formes diverses.

Au départ, la CGT n'était pas favorable au débrayage du 17. Elle préparait pour sa part une journée le 24 mars, comme la confédération y avait appelé dans tout le pays. Mais après avoir manifesté ses réticences, elle s'était finalement ralliée à l'appel des autres syndicats, sous la pression de son propre milieu.

Tout le monde a été agréablement surpris de voir qu'il y avait autant de monde ce 17 mars. Mais les dirigeants syndicaux n'ont pas voulu tenter de transformer l'essai en une vraie grève. Ils se sont empressés de faire tomber la vapeur en répétant des débrayages quotidiens d'une heure. Il arriva ce qui devait arriver : le nombre des participants baissa chaque jour, pour atteindre au bout du cinquième trois fois moins de participants qu'au début. Terme au bout duquel les syndicats décidèrent de tout stopper. Seule la CGT invitait encore à participer le lendemain à la journée d'action du 24 mars, pour répondre à l'appel national.

Alors, à la Division du Matériel à Air France, ce n'est encore que partie remise. La direction a donné quelques apaisements - qui valent ce qu'ils valent - concernant la menace pesant sur deux des travailleurs visés. Mais elle a refusé de revenir sur le licenciement. Les problèmes restent donc entiers et on ne se trouve guère plus avancés maintenant.

Si nous ne voulons pas qu'il y ait trop d'occasions gâchées et trop de travailleurs découragés, il ne faut pas nous contenter des faux semblants de lutte, orchestrés par les syndicats. Il faut prendre nous-mêmes nos propres affaires en main.

Correspondant LO

Dans les ateliers de la division du matériel à Orly-Nord : la salle de lavage de pièces mécaniques des réacteurs après démontage. *(Ph. LO)*

TEMPÊTE SUR LE TRANSMANCHE

Photo Eric Bouvet - Gamma

Le port de Calais encombré de camions du fait de la grève des marins.

Le trafic trans-Manche entre la France et la Grande-Bretagne est totalement bloqué. Les marins français de la «Sealink» (compagnie qui dépend de la SNCF) ont décidé, à leur tour, le week-end dernier, de se mettre en grève. Deux mille marins anglais de la Compagnie «P and O European Ferries» étaient déjà en grève depuis six semaines auparavant, pour les mêmes motifs.

Face à la concurrence à venir du tunnel sous la Manche, les compagnies qui exploitent la traversée du «Channel» n'ont pas trouvé mieux que d'allonger le temps de travail des marins tout en réduisant les effectifs et les salaires. Des deux côtés de la Manche, c'est la même soif de profits et le même mépris du sort des marins. Mais des deux côtés de la Manche, c'est la même volonté de se battre pour ne pas se laisser faire.

L'Europe dont les gouvernements parlent tant, les travailleurs – confrontés partout aux mêmes symptômes de la crise du système capitaliste – pourraient bien la faire. A leur manière bien entendu : l'Europe des luttes ouvrières contre l'Europe des profiteurs.

Ce serait le seul moyen d'empêcher que les travailleurs soient réduits à «faire la manche», et le seul véritable espoir de voir enfin le bout du tunnel.

SNCF Paris-Sud-Ouest

HISTOIRE D'UNE GRÈVE OÙ LES GRÉVISTES N'ONT DÉCIDÉ DE RIEN

Quand les travailleurs décidaient eux-mêmes de leur grève : assemblée Roulants-Sédentaires au dépôt de Paris-Sud-Ouest en décembre 1986.

«*Grève sauvage des conducteurs*», titrait *le Monde* du 20 mars, trahissant une trouille évidente. Mais ce qui s'est passé les 18 et 19 mars au dépôt Paris Sud-Ouest, hormis peut-être l'absence de dépôt d'un préavis de grève, n'avait rien à voir avec la grève partie de la base des conducteurs il y a un peu plus d'un an.

Depuis quelque temps, les conducteurs sont particulièrement sensibilisés sur le problème du risque de franchissement d'un signal d'arrêt, un «carré». En quelques années, il y a eu 32 cas sur la région, et chaque fois la direction sanctionne lourdement : descente de machine (et perte de salaire) pendant un mois; souvent envoi à la psycho, sanctions disciplinaires avec mise à pied. Mais pour les conducteurs, ce sont les conditions de travail de plus en plus intensives, les moyens techniques qui ne suivent pas le développement du trafic, qui sont à mettre en cause.

En décembre dernier, l'accident d'Issy-les-Moulineaux a rappelé qu'en outre, les mécaniciens sont aux premières loges, et qu'ils risquent aussi leur peau. Aussi, lorsqu'en février, un conducteur, Jean-Luc Dorn, franchissait à nouveau un carré, une dizaine de conducteurs de la banlieue décidait de s'adresser à l'ensemble de leurs camarades : l'avis unanime était qu'il faudrait réagir, si la direction ne renonçait pas à ses brimades.

C'est dans ce contexte que, courant janvier, la SNCF reprochait à un délégué CGT au CHS-CT, Serge Macé, d'avoir franchi un signal d'arrêt et une barrière ouverte, sur un embranchement EDF. Mais pendant plus d'un mois, l'affaire restait méconnue, la CGT choisissant de négocier directement avec la direction. Elle ne devenait publique qu'avec la convocation pour entretien préalable, pour le 18 mars au matin. Et là, la CGT décidait d'organiser un grand coup spectaculaire.

Tous les militants CGT du dépôt et des établissements alentour étaient mobilisés; les autres organisations syndicales sommées de *«prendre leurs responsabilités»*. Et lorsque à 11 h, la direction annonçait que la procédure suivrait son cours, immédiatement, la CGT décidait la grève et envoyait ses militants bloquer la sortie des locomotives au dépôt.

Ce fut la surprise pour les conducteurs grandes lignes qui venaient de prendre leur service, qui ne comprenaient pas ce qui se passait; ils n'allaient pas travailler, simplement parce que le dépôt était bloqué. Par contre, journalistes et photographes de *l'Humanité,* sans doute mieux informés, étaient présents et actifs. A 12 h, un tract du PCF était diffusé : *«L'attaque contre un délégué CGT, membre de notre Parti, n'est pas un acte isolé. Celle-ci s'inscrit dans une longue liste qui va de la brimade de tout type jusqu'à la traduction devant les tribunaux des militants CGT et communistes...»* Et le ton était donné par tous les responsables CGT et PCF : après l'affaire Clavaud, les 10 de Renault, il y avait l'affaire Macé.

Le PCF avait soigneusement organisé l'opération avec la CGT... mais sans la moindre participation de l'ensemble des travailleurs. Pourtant, sur la banlieue cette fois (là où s'était produit l'accident d'Issy, et où JL Dorn était menacé de sanction), les conducteurs allaient se mettre en grève en grand nombre (80% environ) dès qu'ils entendirent les appels lancés par radio. Mais c'était à l'évidence parce qu'ils voyaient là le signal d'une lutte contre les sanctions, et non pas pour répondre à une quelconque opération. D'ailleurs lorsque le lendemain à midi la CGT annoncera une reprise «victorieuse» du travail, les questions ne manqueront pas : *«Pourquoi reprend-on ?» «On n'a pas fait grève simplement pour Macé»*...

Le 18, dans l'après-midi, la direction reculait déjà sur toute la ligne, maintenant pour la forme une simple *«demande d'explication»* : la CGT lui claquait la porte au nez. Le 19 au matin, la demande d'explication était retirée... Tout en devant être remise si l'enquête confiée au CHS-CT indiquait une part de responsabilité à S. Macé : *«Victoire à Austerlitz»*, allait titrer *l'Humanité : «à midi, avec un petit air de fête, les trains roulaient à nouveau»*.

Mais dès que les trains roulaient à nouveau, la direction rehaussait le ton, sur le cas de JL Dorn. La veille elle avait annulé l'entretien préalable qui était programmé pour son cas le 21 mars; maintenant, elle annonce qu'il sera à nouveau convoqué en vue de sanction, tout en évoquant les circonstances atténuantes, une indemnisation pour perte de salaire à hauteur de 50% et en affirmant que la sanction ne serait pas supérieure à un jour de mise à pied.

Et cette fois, la CGT déclare à la direction qu'elle n'assimile pas les deux affaires; la FGAAC se prononce pour une *«sanction minimum»;* seule la CFDT propose clairement de faire reculer la direction dans ce cas comme dans l'autre; mais pendant la grève elle ne s'est pas distinguée de la politique de la CGT.

L'opération de la CGT et du PCF a donc «marché». Les cheminots ont même le sentiment d'une victoire face à la direction. Mais ce succès est fragile, et l'attitude présente de la direction le prouve bien. C'est que les travailleurs sont restés spectateurs. Ils n'ont participé à aucune décision, ni sur le lancement de l'action, ni sur ses objectifs, ni sur sa fin.

Mais la situation impose bien au contraire que les travailleurs soient totalement partie prenante de leurs luttes. C'est en eux-mêmes qu'ils trouveront les moyens et l'énergie pour se faire respecter, se faire craindre, et même gagner. **Correspondant LO**

La campagne d'Arlette Laguiller

SOUSCRIPTION
Total à ce jour : 838036 F

Voir début de la souscription page 7

CHALON-SUR-SAONE : V, une copine : 400 F. Chantal : 500 F. **LE CREUSOT :** Marcel-Michel : 50 F. Un sympathisant : 20 F. **DOLE :** Intérim : 50 F. Maréchal J. : 150 F. Mignerey C. : 100 F. + 10 F. Louis (retraité) : 25 F. Un gars qui se bat sur le terrain : 100 F. Michel : 50 F. Marie Pétiard : 100 F. Alain : 100 F. Dominique : 100 F. **ORLEANS :** Une sympathisante : 200 F. Un copain révolutionnaire : 50 F. Soutien services fiscaux :100 F. Employé services fiscaux 100 F. Pascale :50 F. Jean-Pierre : 100 F. Patrick Ferrand : 50 F. Un sympathisant : 50 F. Olivier : 40 F. Quelqu'un qui cherche la vérité (2ème versement) : 150 F. Le frère d'un copain :250 F. Gracchus (1er versement) : 150 F. **LOIR-ET-CHER :** José Peira : 100 F. Guy Girard : 200 F. Soutien Réunion publique Montluçon : 235 F. Hassan : 20 F. Rillette (2e versement) : 20 F. Thierry éducateur : 40 F. Thierry éducateur : 20 F. Pascal Ledoux : 100 F. Olivier Lecée : 50 F. Nathalie Bouquet : 30 F. Josette Picard : 200 F. Naulin Michel infirmier : 200 F. Fanfan le révolutionnaire : 100 F. Blanchard, pour l'internationale : 100 F. Un sympathisant : 100 F. Un ouvrier d'Alcatel : 100 F. Un travailleur d'Epeda : 100 F. Pour Arlette (Montluçon) : 40 F. Un soutien : 30 F. Un travailleur : 100 F. Un travailleur de l'Emaillerie Cepem : 100 F. Bon courage et sans synisme : 100 F. ***SNCF-ORLEANS :*** Cheminot Orléans : 100 F. Lardy Thierry : 100 F. Hache Annie : 30 F. Lachoix Fabien et Jocelyne : 100 F. Ramain : 50 F. Delacoute A. : 50 F. Mateu M. : 100 F. **NEVERS :** Machavoine : 100 F. Grieszemer, retraités : 50 F. Un ouvrier : 10 F. Limoges : Un retraité (1er versement) : 100 F. E.B. : 1000 F. Chantal : 200 F. Robert J.C. : 500 F. Roussic J. : 200 F. Un sympathisant : 50 F. Guy : 150 F. Mournetas Paulette : 100 F. Thubert : 100 F. Queyrat : 100 F. Christine : 500 F. ***CHU :*** Frugier M.F. (1er versement) : 200 F. ***CHS ESQUIROL :*** Fauchereau : 50 F. Daller Françoise : 50 F. Marie-Claire (1er versement) : 50 F. Sylvie : 300 F. Louis : 80 F. Rozpeczny : 100 F. **CORREZE :** Une instit. E.E. : 120 F. **VIERZON :** Franz : 50 F. J. Jacques : 100 F. Illisible Louis : 150 F. C. : 50 F. Un soldat : 100 F. **BOURGES :** ***HOPITAL :*** Une copine : 20 F. Pour la pluralité des partis : 100 F. Raymond et Marie-Jeanne : 100 F. Un ouvrier des établissements militaires : 20 F. **VIERZON :** Un sympathisant : 100 F. **BOURGES :** Chloe : 100 F. Didier : 50 F. **ROUEN :** Lerat Béatrice : 50 F. Une militante : 500 F. Un copain militaire (appelé bien sûr !) : (100 F. **LE HAVRE :** Gérald : 50 F. Pierre : 20 F. Guy : 17,10 F. Benoit : 17,10 F. Et. : 20 F. Vente : 10 F. **TOULOUSE :** Soutien : 20 F. Pour que la société change et que les hommes soient heureux : 90 F. Jean-Louis : 100 F. Caperan Dominique : 50 F. Pour Arlette : 200 F. ***CABLAUTO :*** Jean-François : 150 F. «Unissons-nous», ouvrière Cablauto : 100 F. ***THOMSON-TOULOUSE :*** Une ouvrière : 50 F. Un technicien : 50 F. «Contre le patronat et ses sbires» : 180O F. Stéphane : 100 F. **LYON :** Anonyme : 100 F. ***HÔPITAL EDOUARD HERRIOT :*** Une laborantine : 50 F. Marie Bondy, laborantine : 110 F. Employé de Mairie (Villeurbanne) : 250 F. Postier centre de tri Grenoble : 100 F. ***JEUMONT-SCHNEIDER :*** Claudius : 10 F. Riva : 15 F. Daniel : 20 F. Soutien : 50 F. ***HOTEL-DIEU :*** Fabienne : 50 F. Furlan : 100 F. Le merle : 50 F. Jean-Claude Leyral (Aubenas) : 500 F. Robert : 210 F. Employé CL Rolheux : 100 F. ***PTT-LYON :*** Fofo : 10 F. Christian : 20 F. Serge : 50 F. Employé : 100 F. Deux chômeurs : 300 F. Gouazé : 200 F. S. Petiaud : 300 F. ***MAJO VILLETTE :*** Brigitte : 50 F. ***SNCF OULLINS :*** Patrick : 20 F. Zone industrielle de Vénissieux : 13 F. ***RVI :*** Un travailleur de RVI : 30 F. Dominique : 20 F. Gargam : 20 F. Estrada : 20 F. Ouvrier RVI : 25 F. Jacqueline : 150 F.

SOUSCRIPTIONS RECUES AU JOURNAL : Denise 100 F. Un instit libertaire : 100 F. Patrick (Benfeld-67) : 150 F. Rémy (Mont de Marsan) : 200 F. JP et J-Marie, contre le capitalisme et sa démagogie : 100 F. Véronique (Drancy-93) : 700 F. «Pour Arlette» : 100 F. JV (Marseille) : 200 F. **REGION PARISIENNE :** Maur : 100 F. Rémy : 300 F. Véronique : 200 F. Emile : 100 F. Robert : 100 F. Magali : 30 F. Annick : 150 F. Corinne : 300 F. Pascale (1er versement) : 200 F. Françoise, pour la seule femme qui se présente : 200 F. Jeanne Coutry : 100 F. Jacqueline Courtry : 150 F. Marcel Courtry : 50 F. Thierry Courtry : 100 F. Creil, soutien sur les marchés : 180 F. Réunion publique de Creil : Sayad Djilali : 5 F. Denis Jean-Jacques : 100 F. Tourbin René : 10 F. Vaillant Yves : 60 F. Soutien : 20 F. Sokolou : 5 F. Roger : 10 F. Collecte au drapeau : 1 040 F. M et BB (Chalon-sur- saône) : 1 000 F. Legland : 20 F. Un ouvrier de Montupet : 10 F. Profession libérale : 20 F. Un ouvrier de Chausson : 9 F. Leirens : 20 F. Un ouvrier : 10 F. Mme Robillard : 10 F. Thierry : 20 F. Xavier, lecteur de LO : 20 F. J-Pierre, le Basque : 50 F. Zami, ex-Valeso : 20 F. Michelle : 50 F. Jacqueline : 200 F. CDTX, ***Paris PTT 19*** : 100 F. ***MEETING PARIS DU 19/02*** : Agion : 13 F. Soutien : 10 F. Gnuli : 12 F. Stanislas : 100 F. Un Arabe : 10 F. Bouchon Pascal : 20 F. Pepette : 10 F. Sylvain : 100 F. Marizoviu : 100 F. Floflo : 20 F. Loulou : 100 F. Copain pour le Révolution : 35 F. Un employé municipal : 20 F. Conducteur de travaux PTT : 100 F. Une exilée : 50 F. Soutien : 20,50 F. Rossi Catherine : 50 F. Vallegeas Stéphane : 100 F. Le Bihan Christ. : 100 F. Un chômeur : 50 F. Noël : 40 F. Bourasseau JP : 40 F. Soutien : 18 F. Quelqu'un de positif (Chateaudun) : 200 F. Henri : 50 F. Yves : 1 500 F. Sylvie, pour la révolution internationale : 50 F. Journaliste retraitée : 250 F. Un sympathisant RNUR Flins : 100 F. Paris Sébastien : 100 F. Jeudy Gilles : 20 F. Anne : 200 F. Gisèle : 150 F. Francis : 500 F. Samia : 20 F. Daniel Papa et Christine Lopez : 100 F. Catherine Rognon : 50 F. Pierre Brousillon : 50 F. Martine-Jean-Marie : 200 F. Joelle : 100 F. Monique : 150 F. Ivan : 100 F. Jacqueline : 100 F. Alès : 100 F. Françoise D : 100 F. Isabelle Decloedt : 100 F. Des sympathisants : 50 F. J'en appelle à cent mille hommes : 100 F. Soutien : 10 F. Soutien : 10 F. Un artiste à une vente de Beaubourg, Pacific Jo : 100 F. François : 80 F. Etudiants : 35 F. Andrei Russkof : 90 F. Jean-Paul : 50 F. Didier, ce n'est qu'un début : 100 F. Jean-Michel : 20 F. Mon beauf' : 50 F. Une biologiste : 60 F. Isabelle A. : 50 F. Noël : 100 F. Un ouvrier : 50 F. Evrard : 50 F. Dédé : 50 F. Léon : 50 F. Elise : 50 F. Claudia : 75 F. Marie-Antoinette : 50 F. Noël R. : 50 F. Déçu et inquiet : 200 F. H.C : 80 F. Une fleuriste de Monceau-Fleurs : 50 F. Thomas : 70 F. Mère d'une militante Ligue : 500 F. Agathe : 50 F. Jérome Cornette : 30 F. Beaudene : 50 F. Un ouvrier : 30 F. Atslan : 60 F. Sybilensky : 25 F. Korb : 20 F. Tristan : 100 F. François : 100 F. Ben : 150 F. Deux ex-lycéens : 50 F. Michel : 200 F. Un étudiant qui a les moyens : 1 000 F. Un élève professeur stagiaire : 151 F. Un sympathisant : 1 000 F. Geron Thierry : 600 F. Copain 16 ans de boite HBS : 300 F. Percevault Mireille : 100 F. Un retraité marché de Levallois : 20 F. Percevault Richard Alcatel Thomson-Levallois : 300 F. Fayard ex-Alcatel : 150 F. Mathieu Claude : 300 F. Haddad Linda : 50 F. Singa Nathalie : 25 F. Patrick : 100 F. Béatrice : 50 F. Yves : 200 F. Un charlot Maine et loir : 10 F. Gilles, futur instituteur 91 : 50 F. Falgueyrac Nathy, institutrice : 50 F. Vollkringer Claude institutrice : 20 F. Jean-Pierre RNUR Lardy : 150 F. Michel Fauquet : 50 F. Delarue : 50 F. Mme Jaquet : 27 F. Frédéric : 200 F. Zoupette : 300 F. Bernard : 50 F. Daniel, BNP : 200 F. Elisabeth, instit. : 50 F. Parents : 200 F. Electeur socialiste : 30 F. Michel : 42 F. Nadia : 50 F. Pascal : 1 000 F. Pierre : 1 000 F. Christine : 100 F. Martine et Jacky : 100 F. Louisette : 100 F. Isabelle : 50 F. Un démocrate : 50 F. Prof. à la Courneuve : 100 F. Thérèse : 500 F. Chahid : 30 F. Manuel : 100 F. Germanious Eric : 20 F. Un prof : 20 F. Anaudy : 10 F. Bouzid : 10 F. Théâtre : 20 F. Alain : 20 F. Rinderknecht Didier : 30 F. Germanious Claude : 20 F. Germanious Yolande : 50 F. Marie : 100 F. Pascal : 60 F. Militant LCR PTT 93 : 100 F. Pour LO : 350 F. Mère de famille : 200 F. Christine : 150 F. Famille sympathisante : 50 F. Pour Arlette : 100 F. Christine Lafont : 200 F. René Morgan : 50 F. Fontaine : 100 F. Pascale : 100 F. Sylvie : 100 F. Michel : 100 F. Patricia Péron : 50 F. Carole Strousser : 100 F. Véro et ADE : 500 F. Champion : 100 F. Guinvarch : 50 F. ***UAP JULES LEFEBVRE :*** Kourdourli : 50 F. Abdelkader : 200 F. ***ROUSSEL-UCLAF ROMAINVILLE :*** Jean-Marc Jacquenod : 500 F. Jean-Marc : 50 F. Lysiane : 20 F. Un radin : 10 F. Anonyme : 50 F. ***ROUSSEL-UCLAF COMPIEGNE :*** Eliane : 200 F. ***PARIS-ECOLE-NORMALE :*** Christine : 500 F. **ROSNY-S/BOIS :** Monique Ramambason : 100 F. ***PTT-TRI-PLM :*** Robert : 100 F. Anonyme : 100 F. Mme Maestracci : 200 F. Michel : 50 F. Marquin : pour la liberté d'expression : 200 F. Un préposé : 50 F. Agnès : 100 F. Une travailleuse : 50 F. ***PTT PARIS :*** Hervé : 100 F. Frédéric : 50 F. Jacquot : 50 F. Patrice : 50 F. Walter : 100 F. ***R.N.U.R. :*** Bougi : 50 F. Serge : 50 F. Ameur : 50 F. Ait et Said : 50 F. Mellac : 20 F. Philippe : 50 F. Sako : 50 F. Mohamed : 50 F. François : 100 F. Godin : 30 F. Akli : 100 F. Roger : 50 F. ***HOPITAL SAINTE-ANNE :*** Antoine : 200 F. Dominique : 100 F. Catherine : 100 F. Cathy : 200 F. Flo : 100 F. Laurence : 20 F. Jean-J. : 50 F. Nicole : 100 F. ***CREDIT LYONNAIS PARIS :*** Agnès : 50 F. Thérèse : 50 F. Paul : 40 F. ***CREDIT LYONNAIS LEVALLOIS :*** Roseline : 200 F. Patricia : 50 F. Une sympathisante : 100 F. Nicole : 100 F. Une collègue de la Mutuelle : 40 F. ***CGA-HBS SAINT-DENIS :*** Daniel et Martine : 200 F. **F. Brahim : 10 F. Max : 20 F. Bouchrif : 20 F. Mohamed : 20 F. ORSAY :** Remy : 400 F. Patricia : 400 F. **LE MANS :** Joel : 30 F. Maryse : 50 F. Cathy : 50 F. **ALES :** Soriano Michel : 500 F. **CHALON SUR MARNE :** Perardelle Lucienne : 50 F. Simone : 50 F. Odile : 100 F. **MONTPELLIER :** Gallego B. : 200 F. **REIMS :** Chantal Rossit : 400 F. J. Noel Chapiteau : 200 F. C. Mustafich : 100 F. Alain Cappe : 50 F. Catherine : 200 F. Simare : 50 F. Jacques : 500 F. Françoise : 250 F. **AISNE :** Marle : 100 F. Vesles et Caumont : 100 F. Vesles et Caumont bis : 100 F. **AMIENS :** Un sympathisant d'Amiens : 300 F. Un sympathisant : 100 F. Sympathisantiquement votre : 100 F. Soutien inconditionnel : 100 F. Soutien pour la révolution : 100 F. **DIJON :** Christophe : 100 F. Nagy : 50 F. Pour soutenir Arlette : 100 F. Une sympathisante : 50 F. Geneviève (2ème versement) : 200 F. Un prof : 100 F. M. France : 300 F. Muriel : 200 F. Villanueva : 100 F. ***JOLIET PTT :*** Nicole : 100 F. Sylviane : 30 F. Pour préparer un mouvement général : 500 F. ***PTT LONGVIC :*** Belden : 2ème versement : 380,00 F. Pion Dijon : 100 F. Eliane : 50 F. Un Ghanéen : 20 F. Jean- Charles : 30 F. Louis Achart : 10 F. Ouvrier Peugeot : 50 F. Djion : 300 F. Françoise Jean-Paul : 500 F. Millot : 100 F. Libanou : 200 F. Cheminot : 100 F. Cheminot : 200 F. Philippe Lajeune : 300 F. Soutien : 20 F. Gilares : 70 F. ***PEUGEOT DIJON :*** Julien : 100 F. Un ouvrier : 100 F. Alfred : 20 F. René P. : 30 F. Fred : 80 F. ***CHR DIJON :*** Agent hospitalier : 20 F. Une grand-mère : 50 F. Aide-soignante CHR : 50 F. Raymonde : 50 F. ***BOURGOGNE ELECTRONIQUE DIJON :*** Une copine de boite solidaire, 2ème versement : 250 F. ***PEUGEOT DIJON :*** Jaime : 50 F. Bernard : 25 F. Henri : 60 F. Maurice D. : 50 F. ***SNCF DIJON :*** J.M : 50 F. Jean-Pierre : 30 F. ***TELECOMS-DIJON :*** Coste Jean : 100 F. ***PTT DIJON :*** Christian : 100 F + 100 F. ***DIGOIN :*** S, pour la révolution (2ème versement) : 200 F. Pour la démocratie : 100 F.

NORD : Pierre François : 200 F. **PAS-DE- CALAIS :** Soutien en vente à Boulogne sur Mer : 22 F. Marc : 100 F. Grand-Mère : 50 F. Mère (2ème versement) : 50 F. **BOULOGNE :** Un enseignant d'Etaples, désabusé : 50 F. **DUNKERQUE :** Une inconditionnelle : 10 000 F. **BOULOGNE-SUR-MER :** Bernard : "du courage, du courage, pour l'expression des millions de chômeurs : 20 F. Bremesse : "Courage, on y arrivera" : 100 F. Frignoux Josiane : 100 F. Bottin : 20 F. Collecte au drapeau au meeting du samedi 5 Mars avec Arlette Laguiller : 690 F. **ROUBAIX :** Guy : 100 F. Thierry : 50 F. Philippe : 100 F. **HAUTES-ALPES :** Agnès : 100 F. Sympathisante : 50 F. Joël : 50 F. Sabine : 50 F. Jojo : 150 F. Marie-Jo : 100 F. Sandra : 100 F. Jean-Marie : 100 F. **MARSEILLE :** Georgette : 100 F. Marie-Thérèse : 100 F. Un ouvrier des chantiers navals de la Ciotat : 50 F. Un trotskyste "isolé" : 200 F. Un soudeur du port : 50 F. Un chaudronnier : 52 F. Martine : 70 F. Un lecteur : 30 F. Soutien à Arlette, Groupe d'étude ouvrière : 482 F. Soutien : 18 F. Michel (2ème fois) : 50 F. Michel (3ème) : 50 F. **GRENOBLE :** Des lecteurs de St Martin le Vinoux : 100 F. Un vieux fan de L.D. Bronstein : 200 F. Sam : 20 F. Cartouche : 30 F. Travailleur Algérien : 30 F. José : 20 F. Eric : 30 F. Christian : 30 F. Yves Michon : 30 F. Landoin : 50 F. ***Chèques Postaux :*** Janine : 50 F. Jeanne : 50 F. **SAINT-BRIEUC -** ***Chaffoteaux :*** Choupault : 20 F. Cornieres : 20 F. Cornieres Sophie : 10 F. Chantal : 20 F. Pierrick : 50 F. M. Paule MT : 20 F. Patrice : 20 F. Henri Alexis : 20 F. Choupault Martine : 20 F. Marie-Annick : 20 F. Chaffoteaux : 20 F. Yvonne : 10 F. Steph : 20 F. **LORIENT ;** Professeur : 400 F. Artisan carreleur : 100 F. Instituteur : 100 F. Une étudiante de l'IUT de Paris 16e : 10 F. Yann Guéguen : 50 F. Phil le musicien : 10 F. Hervé (étudiant) : 10 F. Guenville (étudiant) : 10 F. Armelle (étudiante) : 30 F. **RENNES :** Jocelyne : 200 F. Bertrand : 200 F. Morel Bernard : 200 F. Poirier Jeanne : 100 F. Laurence : 50 F. Laurence G. : 50 F. Didier : 50 F. Sympathisant : 500 F. Odile : 100 F. Serge, objecteur : 300 F. Jean, Finistère : 2000 F. Retraité : 100 F. **ANGERS :** Une infirmière : 100 F. Brigitte : 200 F. Fr. Y. Damoy : 150 F. Anonyme : 400 F. Un infirmier Angers : 200 F. Une sympathisante : 100 F. Colal : 200 F. Ouvrière : 50 F. Lh : 150 F. Ca : 150 F. Rel : 150 F. Nicoly : 200 F. Gaultier : 200 F. Nolin : 150 F. Nic : 100 F. Bou : 100 F. Ref : 200 F. Raig : 200 F. Doyet : 200 F. Lam : 200 F. **CHOLET :** Néau Claude : 100 F. Martineau : 20 F. Jojo Nantes : 20 F. Serkaya : 15 F. Aymard Serge : 50 F. Lefrère Eliane : 50 F. Louis Marie : 100 F. **BELFORT :** Jean-Claude - Chantal : 100 F. Pascale et Nathanael : 150 F. Nelly : 100 F. Chatel Edmond (Valay) : 100 F. **STRASBOURG :** Un sympathisant : 400 F. Enseignant : 100 F. Martine Jasinski, sage-femme : 100 F. Jean-Philippe : 100 F. Edith : 150 F. Un ouvrier : 50 F. Ouvrier Gervais-Danone : 100 F. Aubert : 50 F. Ventes Strasbourg : 30 F. Une sympathisante : 100 F. **MULHOUSE :** Ouvrier peugeot Mulhouse : 100 F. Ouvrier Peugeot : 100 F. Ouvrier peugeot : 30 F. Ouvrier Peugeot : 20 F. Soudeur : 100 F. Employé hôpital : 100 F. Sylviane Rixheim : 50 F. Aide-soignante : 200 F. François : 100 F. Pierre-Yves : 100 F. Ali : 30 F. Jean : 100 F. Françoise (2ème) : 200 F. M. et Mme Belot : 50 F. Sylviane : 150 F. Daniel : 100 F. Marie : 200 F. Albert : 150 F. **CLERMONT-FERRAND :** Un copain : 30 F. Un étudiant : 100 F. Xavier "pour les droits de l'homme" : 50 F. Pioupiou : Contrôleur A.I.A. : 50 F. Didier A.I.A. : 500 F. Momo : 50 F. Michèle L. 500 F. Une copine : 50 F. Parents retraités : 100 F. Une collègue : 50 F. M.F. : 50 F. **TOURS : VLR :** 30 F. Sympathisant : 50 F. Parents : 50 F. M.C : 100 F. Isabelle : 20 F. Anne : 20 F. Gendraud ***(Mairie - comité de soutien d'A.L.) :*** 100 F. Gilles : "Michelin" : 50 F. **NANTES :** Une camarade : 500 F. Sosso-PTT : 200 F. Yves : 200 F. Elisabeth : 200 F. Isabelle : 100 F. Retraité W : 200 F. Jean-Claude : 200 F. Jeanine : 10 F. Damilh : 100 F. **MONTBELIARD :** 100 F. Deux ouvriers Peugeot : 25 F. Deux ouvriers Peugeot : 25 F. Philippe TUC, Bibliothèque : 40 F. Jean-Jacques, ouvrier : 50 F. Ouvriers Peugeot : 50 et 20 F. Christophe : 50 F. Travailleur Alsthom : 50 F. Sympathisante : 50 F. Travailleur SNCF : 30 F. Sonia : 50 F. + 10 F. Romain Nehs : 100 F. Nathalie Richard : 50 F. Catherine Jonas : 50 F. Fatima Ousseni : 100 F. Judith Rosenfeld : 200 F. ***Ecia Beaulieu :*** Chantal : 50 F. Jacky - Samia : 46 + 4 F. Myriam : 50 F. Annie : 50 F. Ouvrier Peugeot : 20 F. Un travailleur de Bart : 50 F. Une informaticienne : 50 F. Schérazade : 50 F. Stéphane (Belfort) : 100 F. Sonia, ouvrière : 100 F. Anne-Cath Olivier : 50 F. Bruno : 50 F. Un chômeur : 100 F. J. Fernandez : 60 F. Francine G. : 50 F. Agnès : 300 F. Michel : 100 F. Toulevent : 100 F. Debois : 50 F. Lucien : 100 F. Une sympathisante : 50 F. Roland : 200 F. Domi : 100 F. ***ASEM Bethencourt :*** 40 F. Martine : 50 F. Marbach P. : 50 F. Martine : 50 F. **BELFORT :** Marie (2ème fois) : 150 F. Puéricultrice (Vesoul) : 30 F. Germaine : 60 F. Denis Gomard SNCF : 150 F.

Envoyez votre soutien au journal, par chèque à l'ordre d'ARLETTE LAGUILLER, envoyé à notre boîte postale (Lutte Ouvrière - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18).

LUTTE OUVRIERE (Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A : LUTTE OUVRIERE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18.

ABONNEMENTS pour 6 mois à LUTTE OUVRIERE (hebdomadaire) : 95 F - pour un an : 180 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.

ABONNEMENTS à LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASE (mensuel édité par L'Union Communiste Internationaliste) pour un an (France) : 80 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.

PAIEMENTS (abonnements et soutiens) par chèques bancaires, à l'ordre de Michel Rodinson, ou par virements postaux à : Michel Rodinson - CCP Paris 6851 10 R.

Lutte Ouvrière est édité par la société Editions E.S. - B.P 233 - 75865 PARIS CEDEX 18, SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 22000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine St-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

AMÉRIQUE CENTRALE

DES SOLDATS AMÉRICAINS AU HONDURAS... POUR CONVAINCRE LE CONGRÈS À WASHINGTON

Il apparaît de plus en plus nettement que l'envoi spectaculaire de 3000 soldats américains au Honduras, à la frontière avec le Nicaragua, était plus une démonstration politique à destination du Congrès américain et de l'opposition, qu'une agression mesurée contre le Nicaragua.

Certes, pour la première fois, des pourparlers directs ont été engagés entre le chef d'Etat sandiniste, Daniel Ortega, et les dirigeants de la «Contra», et viennent d'aboutir à un cessez-le-feu. Mais cette rencontre et ces accords précédés depuis des mois par toute une série de prises de contact et de missions de médiation avec les représentants de l'opposition étaient dans la logique des accords d'Esquipulas. C'est d'ailleurs pour la préparer que le gouvernement sandiniste avait engagé une grande offensive contre la «Contra» dans le nord du pays afin de se trouver en position militaire favorable pour traiter. Cette rencontre directe ne peut donc pas être présentée comme la conséquence de l'intervention américaine.

Quant à l'intervention américaine proprement dite, elle s'est bornée à un ballet d'hélicoptères. Ce n'est pas dans la zone des combats que les militaires ont été parachutés mais plus loin, sur une base américaine, d'où ils n'ont d'ailleurs pas bougé. Reagan voulait montrer ses soldats, seulement les montrer, mais il le voulait tellement que l'opération héliportée a même précédé l'appel à l'aide du chef de l'Etat hondurien, qui une heure avant niait encore qu'il y ait eu la moindre incursion sandiniste sur son territoire ! D'une manière ou d'une autre, Reagan lui a forcé la main. Cela ne va d'ailleurs pas forcément arranger les choses dans ce petit pays où les militaires autochtones, bien que financés et armés par les USA, n'ont guère apprécié ce coup de main des Etats-Unis : il pourrait accréditer l'idée qu'ils sont eux-mêmes incapables de défendre seuls leur territoire. Quant à l'opposition politique, elle réagit à son tour devant la façon méprisante dont l'impérialisme américain a traité le Honduras dans cette affaire.

Mais ce n'était visiblement pas la préoccupation de Reagan qui, en tant que chef de l'impérialisme américain, a l'habitude d'agir comme chez lui dans les pays de l'isthme, considérés depuis toujours comme l'arrière-cour des Etats-Unis. Reagan ne voulait pas la guerre avec le Nicaragua : il voulait démontrer au Congrès américain, qui venait à deux reprises de lui refuser le vote du budget d'aide financière à la «Contra», que si les USA n'aidaient pas la «Contra», ils pourraient bien se trouver un jour dans l'obligation d'intervenir, eux-mêmes, directement, avec des soldats américains.

Pour faire cette démonstration, il n'a pas hésité à travestir un incident de frontière en une prétendue «invasion» du Honduras par l'armée sandiniste, et à bousculer les autorités du Honduras, pour pouvoir envoyer précipitamment 3000 militaires qui - c'est encore heureux - n'ont servi à rien.

Mais la ficelle est un peu grosse. Et il n'est pas sûr que la démonstration suffise à battre en brèche l'opposition du Congrès à la politique de Reagan au Nicaragua, qui s'est trouvée confortée par l'«Irangate». Et dans cette affaire, c'est sans doute Ortega qui a marqué des points, aussi bien sur le plan militaire que sur le plan intérieur, car la menace d'une intervention américaine supposée lui a permis de resserrer les rangs autour de son gouvernement.

Colette BERNARD

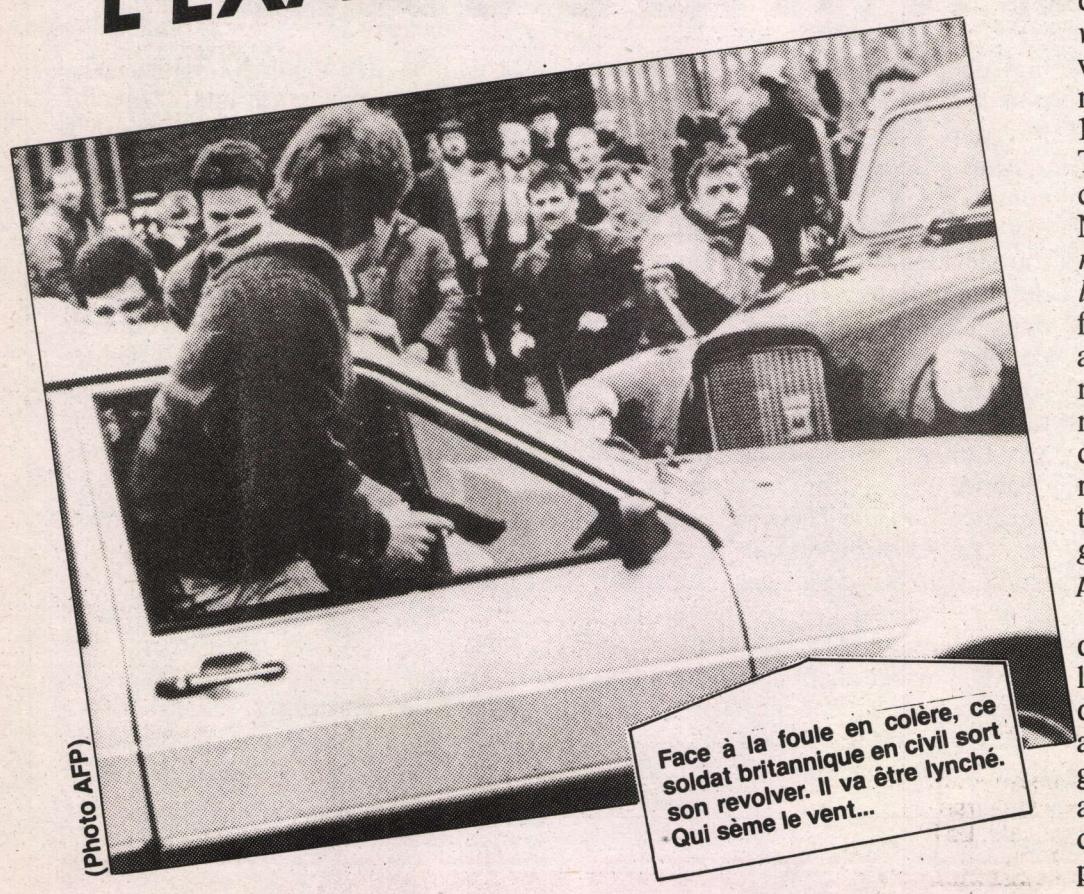
(Photo AFP)

Des soldats américains regardent l'atterrissage d'un avion transportant des troupes, sur une base du Honduras, le 17 mars... Une opération de politique intérieure américaine avant tout.

IRLANDE DU NORD

Le lynchage de Belfast :

L'EXASPÉRATION CONTRE L'OPPRESSION



(Photo AFP)

Face à la foule en colère, ce soldat britannique en civil sort son revolver. Il va être lynché. Qui sème le vent...

Margaret Thatcher a dénoncé la *"sauvagerie révoltante"* du lynchage suivi de l'exécution de deux militaires britanniques le 19 mars à Belfast, et M. Tom King, le ministre chargé de l'Irlande du Nord, a parlé du *"caractère répugnant, inqualifiable de l'IRA"*. Mais lorsque les forces britanniques ont abattu, de sang-froid, trois militants de l'IRA désarmés, à Gibraltar, il y a quelques jours, ni Margaret Thatcher ni son ministre n'ont parlé de *"sauvagerie"* ou de *"caractère répugnant"*.

Pourtant, l'exécution de Belfast a été faite sous l'emprise de la colère tandis qu'à Gibraltar il s'est agi d'un assassinat soigneusement préparé (et assez mal d'ailleurs puisque la prétendue voiture piégée destinée à un prétendu attentat de l'IRA... n'existait même pas dans la réalité).

La colère des Irlandais catholiques du Nord, on la comprend. Lors des funérailles des trois de Gibraltar qui ont provoqué l'émotion du pays tout entier, aussi bien en Irlande du Sud qu'au Nord, un individu a lancé des grenades dans le cimetière et a tiré sur la foule, faisant trois morts et une soixantaine de blessés. Et c'est lors de l'enterrement de ces nouvelles victimes que les deux militaires – en civil, mais armés – sont venus dans leur voiture au contact du cortège funèbre. Pourquoi étaient-ils là, on l'ignore toujours, mais on comprend l'exaspération de la foule qui s'est ruée sur eux.

Car la colère des Irlandais de la minorité catholique a pour fondement toute la politique coloniale des Britanniques à l'égard de l'Irlande, le quadrillage policier et militaire, les arrestations, les assassinats de militants (car l'affaire de Gibraltar n'est pas la seule). Margaret Thatcher qui parle de sauvagerie a laissé mourir sans sourciller, en 1981, Bobby Sands et toute une série de ses camarades de l'IRA qui faisaient la grève de la faim pour obtenir le statut de prisonniers politiques.

Certains journalistes, après le lynchage de Belfast, se sont lamentés à la pensée qu'une telle violence ait pu se produire dans l'Europe "civilisée". Mais c'est bien en Europe et pas seulement en Grande-Bretagne, que se trouvent, parmi les pires impérialistes, les pires colonisateurs, et chez les chefs d'Etat, quelques-uns des pires assassins.

André VICTOR

Territoires occupés

UNE GUERRE D'USURE OÙ L'ARMÉE ISRAÉLIENNE S'USERA PEUT-ÊTRE LA PREMIÈRE

Dans les territoires occupés par Israël, alors que le gouvernement Shamir vient d'opposer un «non» au plan de règlement proposé par le secrétaire d'Etat américain Shultz, la parole est plus que jamais à la répression. L'armée, pour rétablir son contrôle sur les territoires et tenter de faire cesser la révolte palestinienne, accentue ses pressions sur la population.

Les soldats, mais aussi les colons israéliens, ont reçu officiellement l'autorisation de tirer sur les manifestants qui les attaqueraient à coups de cocktails Molotov. Ils ne l'avaient pas attendue, à vrai dire, si l'on en juge par le nombre des tués qui atteint maintenant le chiffre de cent depuis le début des troubles.

Mais l'armée cherche aussi à mettre hors d'état d'agir tous ceux qui, à un degré ou à un autre, peuvent être des organisateurs de la révolte. Les arrestations se multiplient : 700 personnes ont été arrêtées dans la seule semaine du 14 au 20 mars, et le total serait d'environ 3000 depuis le début décembre. Un mouvement de jeunesse, le Shabiba, qui passe pour être proche du Fatah, a été interdit.

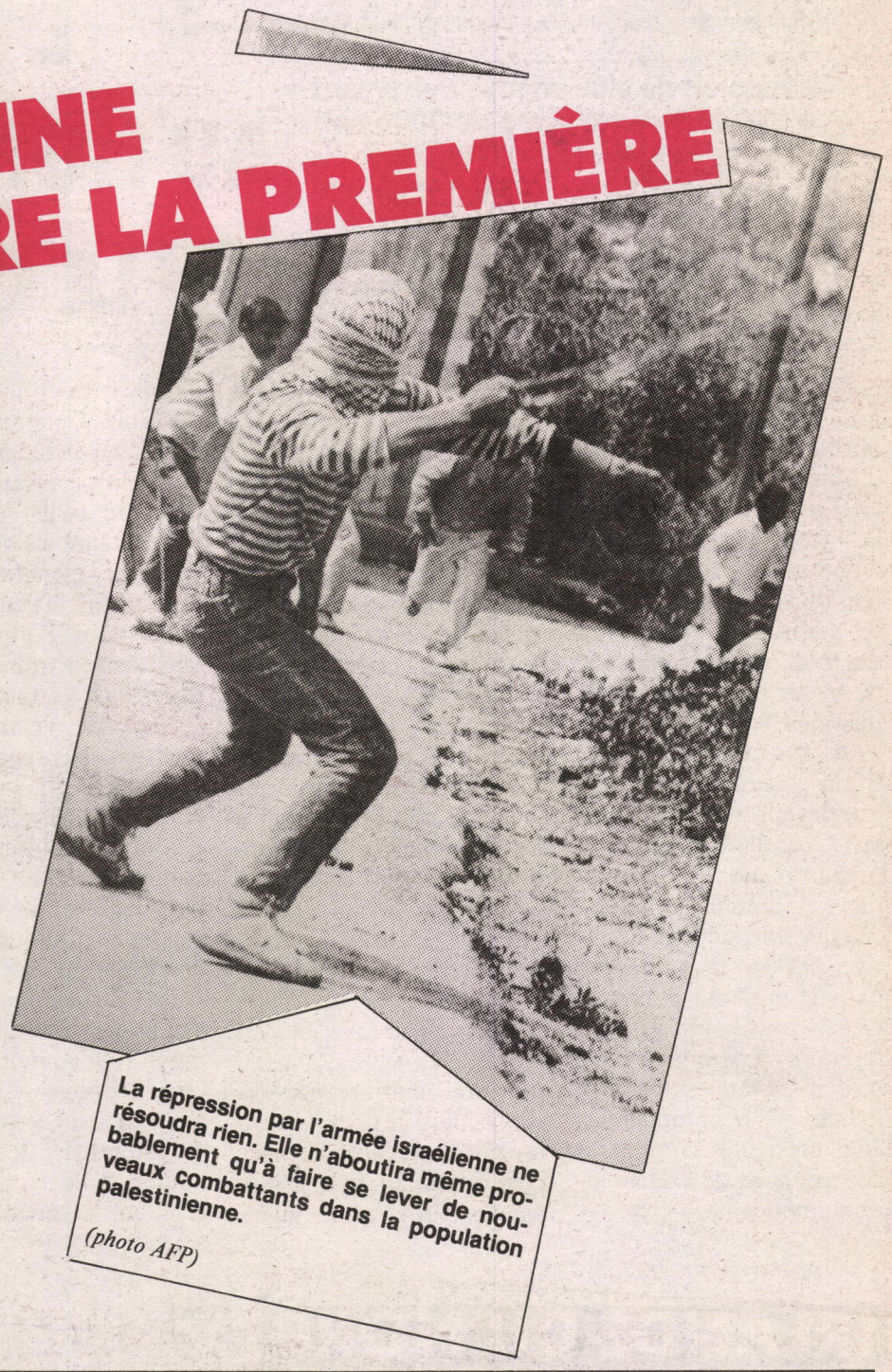
A cela s'ajoutent les pressions, économiques et autres, pour tenter de dissuader la population de persévérer dans la révolte. L'armée a détruit au bulldozer des maisons dont les propriétaires s'étaient selon elle montrés trop favorables aux manifestants. Elle tente aussi de contrer la grève des commerçants palestiniens en empêchant ceux-ci de n'ouvrir que quelques heures par jour, comme ils le font jusqu'à présent. De même, les stations d'essence arabes en Cisjordanie ne seront plus approvisionnées, pour tenter de contraindre les automobilistes arabes à se rendre dans les agglomérations juives, et donc à franchir les barrages établis par les manifestants.

Les autorités militaires cherchent également, sinon à interdire, du moins à limiter les mouvements de personnes entre les territoires occupés et la Jordanie voisine : par le contrôle de leur situation fiscale - alors que la démission du personnel administratif arabe des territoires occupés empêche de régulariser celle-ci - et aussi par la limitation des sommes d'argent qui pourront être emportées de part et d'autre de la frontière. Le but est à la fois de limiter les échanges commerciaux avec la Jordanie et d'empêcher que parviennent l'aide ou les fonds de l'OLP qui, selon les autorités israéliennes, transitent par ce canal. Enfin, les communications téléphoniques internationales des territoires occupés sont désormais interrompues pour empêcher les communications avec l'extérieur, en même temps que les pressions pour limiter la liberté d'action de la presse se multiplient.

L'armée tente ainsi une véritable guerre d'usure contre la population palestinienne dont il s'agit de briser la résistance en l'affamant et en la coupant du monde. Mais au fond, n'est-ce pas aussi un aveu d'impuissance de cette armée israélienne, célèbre pour son équipement sophistiqué et son aptitude à mener des guerres-éclair ? Face à la mobilisation du peuple palestinien, tout cela ne lui sert plus à grand-chose : il lui faut recourir aux vieilles méthodes de toutes les armées d'occupation coloniale, qu'elle a reprises d'ailleurs dans l'arsenal de celles qu'utilisait l'armée britannique au temps où la Palestine était une colonie. Mais l'armée israélienne pourrait s'y user la première.

Car justement, le temps des colonies est fini, et fini aussi le temps où l'on pouvait nier à tout un peuple le droit à l'existence. Les gouvernants israéliens, dans leurs tentatives pour contrôler à tout prix ces territoires occupés qui brûlent sous leurs pieds, commencent peut-être seulement à le mesurer.

André FRYS



La répression par l'armée israélienne ne résoudra rien. Elle n'aboutira même probablement qu'à faire se lever de nouveaux combattants dans la population palestinienne.

(photo AFP)

Guerre chimique Iran-Irak

LES GAZ TUENT, MAIS L'ARGENT N'A PAS D'ODEUR

L'utilisation de bombes à gaz, qui auraient fait des milliers de victimes, ainsi que la continuation de la «guerre des villes» ont provoqué la «consternation» du secrétaire général de l'ONU. Mais à part ces regrets, rien n'a changé. Les missiles continuent à partir vers Téhéran et vers Bagdad, et les avions irakiens ont continué à ravager au moyen de la guerre chimique des territoires (peuplés de Kurdes) qu'ils avaient dû céder à leurs adversaires iraniens.

Selon l'Iran, il y aurait 5000 victimes des gaz. Dans un conflit qui a déjà fait des centaines de milliers de victimes, un million peut-être, on ne sait plus très bien où se situe l'horreur.

Mais dans ce cas, comme dans la «guerre des villes», il s'agit de toute évidence de frapper des populations civiles. Et dans le cas du Kurdistan, de tuer des populations soupçonnées, à tort ou à raison, de s'être ralliées aux Iraniens. Comme l'a dénoncé un des dirigeants kurdes, «*Saddam Hussein est le premier dirigeant du monde à utiliser des armes chimiques contre ses propres citoyens*». Ce n'est pas cela, évidemment, qui va contribuer à réconcilier avec le régime irakien les Kurdes vivant en Irak.

Ce dernier acte de barbarie, comme les précédents, comme toute la guerre Iran-Irak d'ailleurs, n'aurait pu avoir lieu sans l'aide des puissances industrielles qui fournissent des armes aux belligérants, que ce soit l'Union soviétique ou les pays impérialistes, dont la France. Les armes chimiques qu'utilise l'Irak viennent bien de quelque part. Selon *Le Monde*, l'Irak serait en mesure de fabriquer des armes chimiques, mais ce pays aurait utilisé l'aide technologique de sociétés privées d'Allemagne de l'Ouest, des Etats-Unis, d'Italie et de Grande-Bretagne. La France n'est pas citée, mais, précisément, Chirac l'a rappelé récemment, elle a décidé de se livrer à la fabrication d'armements chimiques. C'est d'ailleurs une décision qui date de 1986 (et qui n'a pas provoqué de critique de la part de Mitterrand) et il est quasiment certain que la France avait déjà commencé depuis des années à fabriquer de telles armes.

C'est pourquoi il ne serait pas étonnant que les gaz en cause aient rapporté, aussi, à des sociétés françaises. L'argent n'a décidément pas d'odeur.

André VICTOR

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995